

rouge

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722.
Imprimé par Rotographie.

MERCREDI
3 JUIN

Belgique : 15 FB. Suisse : 1 FS.

POURQUOI BERLINGUER ?

Depuis plusieurs jours, les drapeaux français et italiens flottent aux frontons des mairies communistes. Des dizaines de milliers de travailleurs envahiront ce soir le hall de la Villette pour accueillir G. Marchais et E. Berlinguer. Depuis des années, on n'avait assisté à pareille mobilisation, et pourtant de l'autre côté des Alpes, l'enthousiasme est plus mesuré, voire teinté de gêne. Il a fallu attendre « l'Unita » du 1^{er} juin pour voir les militants communistes italiens, informés de la nouvelle, sous la signature d'A. Pancaldi, correspondant à Paris. Le PCF y est très peu cité, moins que le Quotidien de Paris...

C'est qu'en effet, le rapprochement entre les deux partis, consolidé par la déclaration commune de novembre 1975, ne règle pas toutes les divergences. Confronté à un PS encore faible, le PCI propose aujourd'hui une coalition gouvernementale très large, incluant les principaux secteurs de la bourgeoisie. Dans cette perspective, il n'envisage pas de sortir de l'OTAN. Ce « compromis historique » embarrasse la direction du PCF, qui face à un PS puissant ne projette pour le moment aucune alliance avec les partis bourgeois à l'exception des radicaux de gauche. Dès lors, la dénonciation de l'OTAN et de l'impérialisme américain représente un outil indispensable de différenciation avec le PS. Cependant, PCF et PCI se trouvent aujourd'hui confrontés à des échéances communes. La crise du système est telle que l'un et l'autre, pour conserver une base ouvrière de plus en plus exigeante, doivent dépasser le cadre de la simple lutte revendicative pour demander une participation gouvernementale, donnant ainsi l'illusion de profonds changements. Sans gaieté de cœur, mais contraints et forcés, ces deux partis déterminent désormais leur politique, essentiellement en fonction de cette perspective gouvernementale et se heurtent ainsi aux méfiances des dirigeants soviétiques, inquiets de voir s'ouvrir en Europe une période d'instabilité contraire aux intérêts de leur diplomatie.

G. Marchais et la direction du PCF ont entraîné leur parti, depuis le XXII^e congrès, dans une marche forcée à l'italienne, suscitant dans une fraction de la base et de l'appareil, quelques réticences et hésitations. On comprend dès lors l'importance qu'ils accordent à la caution de Berlinguer, secrétaire du plus gros PC d'Europe, du plus « ouvert », de celui qui plaie tant au PS français. Pour le PCI qui a toujours considéré le PCF comme un parti sectaire, rarement donné en exemple devant les travailleurs italiens, ce meeting apparaît comme une mission à accomplir dans le cadre d'une solidarité nécessaire entre deux partis liés par le même sort. Il ne fait aucun doute que ce soir Berlinguer s'adressera plus à l'opinion française qu'aux militants du PCF, et déjà en homme d'Etat.

A. Krivine

Après l'invasion militaire syrienne

LA GAUCHE LIBANAISE APPELLE A LA GREVE GENERALE

page 2

Chili 6 000 MINEURS DEFIENT PINOCHET

page 2

SELON LA BBC, MARIO ROBERTO SANTUCHO AURAIT ETE ARRETE EN ARGENTINE

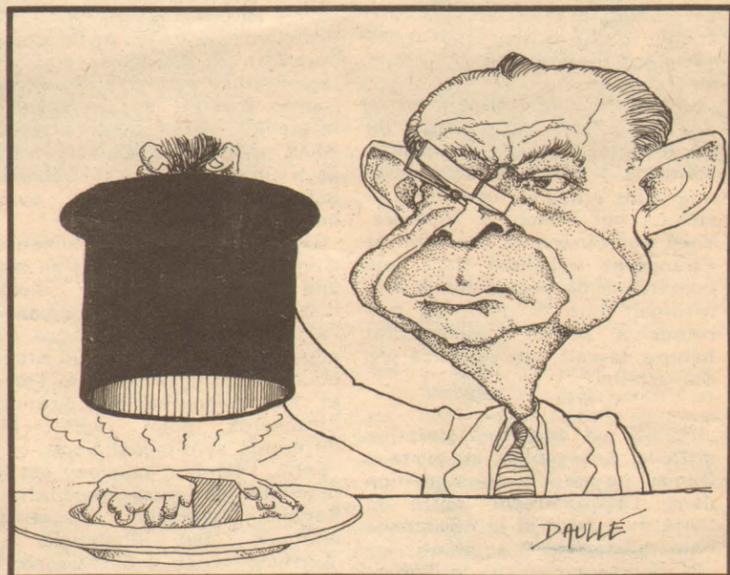
La BBC a annoncé, hier dans la nuit, que Mario Roberto Santucho, principal dirigeant du PRT-ERP (Parti révolutionnaire de travailleurs-Armée révolutionnaire du peuple) avait été arrêté en Argentine. L'information qui à cette heure n'a pas été confirmée, ni par les agences de presse, ni par les autorités argentines ou la délégation extérieure de cette organisation, provient du correspondant de la BBC à Buenos Aires.

Mais nous avons choisi délibérément de publier une information qui n'est pas encore recoupée. Pour une seule raison. Nous savons quels forfaits la junte argentine peut couvrir en se taisant. L'exemple est encore dans toutes les mémoires du grand silence qui a entouré l'arrestation puis l'extradition du camarade Edgardo Enriquez, remis entre les mains — les griffes — des bourreaux chiliens.

Nous publions sans tarder, pour avoir trop appris, en des cas semblables, que c'est en termes d'heures que se jouent l'issue de telles arrestations.

Rouge

Il a tenté d'étouffer un scandale



LECANUET MUTÉ A HAZEBROUCK?

- Comme les pétroliers, les entrepreneurs de travaux publics se partageaient sous la table les marchés dans le fief de Lecanuet.
- Le substitut Ceccaldi convoqué aujourd'hui à 16 heures pour s'entendre notifier les poursuites disciplinaires engagées par Lecanuet.

page 4



- rééducation de jeunes délinquants par le travail. Eve Arnold Magnum

L'« underground » des parias polonais

Le reportage stupéfiant que nous publions en dernière page révèle une face peu connue des sociétés bureaucratiques. « Hooligans » soviétiques, tchèques, hongrois, « Mecs » polonais, le phénomène des bandes de jeunes délinquants y existe à l'état chronique. Sorte de « rockers socialistes », marginaux vivant dans une « deuxième vie » l'illusion de la fraternité retrouvée, ils ne sont pas sans rappeler les millions de « bezprisornye », orphelins de la révolution russe, gamins sillonnant en bandes redoutables les campagnes.

Les statistiques polonaises donnent 256 000 condamnations de droit commun en 74 (mais combien de condamnations politiques déguisées). En Tchécoslovaquie, la « délinquance juvénile » a connu un bond fantastique depuis 68. En URSS, des sources officielles secrètes indiquaient que les jeunes de 10 à 17 ans avaient commis 718 000 « actes criminels » en 71 soit 10 fois plus qu'il y a 30 ans.

Mais ce qui se cache sous le phénomène de la délinquance c'est bien le rejet viscéral par toute une jeunesse désabusée d'un modèle de société étouffant. Société figée qui a laissé les traces de la grande peur chez les

adultes qui de soumission en compromis ont courbé l'échine. Monde froid qui prétend être planifié et fonctionne largement sur la base de la corruption, du gaspillage, du vol institutionnalisé. Monde sans âme qui enseigne la nécessité de l'entraide mais qui fonctionne sur la loi de la combine individuelle, la dénonciation, le mensonge généralisé, où le terme de camarade fait figure d'injure.

Marxistes, les jeunes ? Les plus cyniques le deviendront, decemarxisme appris au catéchisme de même que d'autres seront dentistes. C'est paradoxalement la morale stalinienne qui rend si attrayants le fruit défendu des sociétés occidentales et leur civilisation de Blue-Jeans et de Coca-cola, le mysticisme d'une foi religieuse, refuge des idéaux trahis.

Cette contre-société qui se cherche et s'égare n'est pas seulement l'image grimaçante du stalinisme, mais une condamnation sans appel de cette société. Bureaucrate, ta jeunesse fout le camp.

Sacha Blumkine

Notre document p. 12

LIBAN

Tandis que l'intervention syrienne se poursuit

APPEL A LA GREVE GENERALE

L'intervention militaire syrienne s'étend dans l'Akkar au nord Liban, autour de Zahlé au centre. Des unités se dirigeraient vers Saïda, le principal port contrôlé par les forces «islamo-progressistes» au sud de Beyrouth.

Cette offensive a l'appui tacite des Etats-Unis et d'Israël. Un porte-parole du Pentagone minimise l'affaire en expliquant que seuls quelques centaines de soldats ont franchi la frontière. Yigal Allon (ministre des Affaires Etrangères israélien) dans une conférence de presse tenue hier affirmait que le point de non retour à partir duquel l'Etat hébreu devrait intervenir n'a pas été atteint.

L'URSS est dans une situation difficile. Kossyguine, en visite à Damas, ne prend aucune position dans l'affrontement entre la Syrie qu'il arme et la Résistance Palestinienne qu'il soutient.

Et pourtant l'enjeu de l'intervention est clair. Il s'agit de museler la Résistance et la gauche libanaise pour pouvoir faire progresser le règlement global du conflit du Moyen-Orient sous le patronage américain. La tournure prise par la guerre civile au Liban est sans aucun doute le principal obstacle à cela.

La Résistance Palestinienne et la gauche sont prises à la gorge par l'intervention syrienne. Ac-

culées, elles sont prêtes à la lutte militaire. Les accrochages violents dans la Békaa en témoignent. Et contrairement à ce qui se passe en général, elles appellent à la mobilisation populaire au Liban et dans la région arabe contre le régime de Damas. C'est le sens de l'appel à la grève générale aujourd'hui au Liban et le 9 juin dans tous les pays arabes (cette seconde initiative risque d'être symbolique).

Cependant, une mobilisation d'ampleur les effraie. Il s'en suit une intense activité diplomatique. Joumblatt demande l'aide politique de la France, un appel est lancé à la Ligue Arabe pour étudier la situation au Liban et aux ministres des Affaires Etrangères pour régler les différents syro-palestiniens.

Enfin, l'élément nouveau est la rencontre hier entre Joumblatt et Bechir Gemayel (dirigeant militaire des Phalanges - extrême-droite chrétienne -). Cette rencontre est un pas vers la recherche d'une porte de sortie à une situation inextricable. Les Phalanges, qui ne veulent pas accepter de concessions, approuvent cette rencontre. La gauche peut la mettre en avant pour demander à la Syrie son retrait puisque une solution «entre libanais» peut apparaître.

Mais qui gagnera dans ce jeu ?

R.Brestar

CHILI

6000 OUVRIERS DU CUIVRE EN GREVE

Première grève importante depuis le coup d'Etat

6 000 ouvriers de la mine de Chuquicamata, située dans le nord du Chili, ont décrété une grève générale à l'intérieur de la mine. Pendant douze heures, les activités ont totalement cessé (à part quelques services d'urgence). Les ouvriers de la mine «El Salvador» (10 000 travailleurs) leur ont envoyé un télégramme de solidarité.

Le fait est important : pour la première fois depuis le coup d'Etat de Pinochet, une grève éclate dans un des secteurs clés de l'économie chilienne. Chuquicamata est une des plus grandes concentrations ouvrières qui existent au Chili et on y produit plus de 30 % des exportations du pays. C'est aussi la première fois que la dictature se voit obligée de reculer devant une manifestation de résistance ouvrière face à la politique de surexploitation menée par la junte.

Les ouvriers de la mine de cuivre ont fait grève pour exiger que les contrats collectifs accordés sous le régime d'Allende soient respectés. Pinochet, qui veut imposer une politique de «rationalisation» aux frais des travailleurs a du reculer dans l'application de son projet de rentabilisation du secteur minier. Le gouvernement a également dû accorder des augmentations importantes de salaires. De plus, selon un représentant de la junte, une série d'autres revendications des grévistes seront satisfaites dès que le prix du cuivre passera à 60 centavos la livre sur le marché international.

Il y a des mois que cette grève était préparée. Elle fut le fruit d'un large

processus de recomposition qui, à Chuquicamata s'est manifesté par l'imposition du droit d'assemblée, par le fait que le syndicat contrôlé par des ouvriers de la Démocratie-chrétienne, s'était démarqué, de la junte : Medina, un des dirigeants syndicaux du cuivre les plus inconditionnels de la junte (et qui avait dirigé la grève du cuivre durant la période de l'UP) avait été expulsé du syndicat deux mois plus tôt. C.F.

PORTUGAL

Les candidatures aux élections présidentielles

PATO ET OTELO DE CARVALHO

manceuvre de marchandage et symbole mythique

De notre envoyé spécial à Lisbonne Charles Michaloux.

PATO

Pour le candidat du PCP, l'essentiel n'est pas de gagner mais de participer. Il a déjà fait serment d'allégeance au Président de la République qui sera élu, un militaire (devinez qui ?). La direction du PCP était en effet bien coincée. Appuyer Eanes ne lui aurait pas déplu et aurait peut-être garanti que le Président de la République soit amené à compter avec ces sociétaires des six gouvernements provisoires. Mais la personnalité, les conceptions politiques d'Eanes et les appuis politiques dont il jouit dans les partis bourgeois, pouvaient avoir des répercussions désastreuses au sein du PCP lui-même. Une forte partie de ses électeurs et même de ses militants se serait alors tournée vers Pinheiro, ou surtout vers Oteho. La direction du PCP, après avoir déployé tous les efforts pour susciter la candidature de l'actuel chef de l'Etat, le Président Costa Gomes, s'est donc résignée à présenter un membre du sérail, pour sauver les meubles.

La campagne de Pato, comme il le déclarait lui-même au cours du meeting du 29 mai à Lisbonne consiste à lutter pour «la continuation de l'alliance du peuple et des forces armées, pour la défense et l'application de la constitution, pour la formation d'une majorité et d'un gouvernement de gauche.» C'est une candidature de pression : «ma candidature sera ou non maintenue jusqu'à son terme selon le déroulement de la campagne». Coupant l'herbe sous les pieds d'Oteho, au moins dans la ceinture industrielle de Lisbonne et dans l'Alentejo occupé par les travailleurs agricoles, le PCP cherche et parviendra sans doute à démontrer dans cette élection qu'il peut rassembler plus de voix qu'aux dernières législatives. Dans l'esprit des dirigeants du PCP c'est une pure manœuvre de marchandage gouvernemental, qui a l'avantage de sauver la cohésion du parti. Mais pour les travailleurs du PCP et une partie de ceux du PS, la campagne de Pato peut prendre l'aspect de la seule option de classe possible et «utile» dans le cadre de ce demi plébiscite présidentiel, pour manifester, encore que très confusément, un vote de classe face à ces généraux qui quittent aujourd'hui l'uniforme sans abandonner la trique de leurs randonnées coloniales.

OTELO

Le major Oteho Saraiva de Carvalho, Oteho, a fait une descente



remarquée dans l'arène électorale. Deux trains spéciaux bondés l'accompagnaient de Lisbonne à Porto où une foule en délire de plus de 50 000 personnes l'attendaient à la gare. Deux heures pour traverser les 500 mètres de cette marée humaine et grimper à la tribune de la place des alliés. Il s'y réclame de la tradition antifasciste du nord, du général Humberto Delgado candidat à la présidence en 1958 et plus tard assassiné par les sbires de Salazar, de l'archevêque de Porto opposant au régime avant le 25 avril 1974 (depuis c'est un opposant tout aussi poli aux «dictatures»).

La campagne d'Oteho, c'est certain jouit d'un appui populaire tout à fait considérable que n'ont pas peu contribué à susciter les organisations d'extrême-gauche qui le soutiennent : l'UDP, le MES, le PRP et le FSP. Mais l'ancien commandant du COPCON qui avait lancé l'occupation des radios et de la télé en septembre, qui était apparu sur les écrans aux côtés de Costa Gomes pour décréter le 26 novembre l'Etat de siège à Lisbonne prend quand même beaucoup de libertés avec l'unité populaire dont il se fait l'ardent défenseur. Pour lui elle passe toujours, il le réaffirmait encore samedi, par «l'unité, la cohésion et la discipline des forces armées», Oteho perpétue ainsi les illusions qu'une large partie de l'avant-garde ouvrière a placé dans le MFA et plus particulièrement dans son aile gauche, avant le fiasco retentissant du 25 novembre. Avec toute la bonne volonté du monde il est difficile de voir dans sa personne un symbole de l'unité pour le socialisme que lui tressent les organisations d'extrême-gauche. Candidature symbolique d'un passé récent, la campagne d'Oteho réanime avec force un mythe auquel tous les révolutionnaires et tous les travailleurs



quand les lampions présidentiels se seront éteints, les travailleurs portugais seront de nouveau face à une situation critique. La bourgeoisie tentera de regagner le terrain perdu et partira de nouveau à l'offensive contre leurs conquêtes.

La crise du pouvoir bourgeois que leur force a rendu chronique, rebondira, mettant à l'ordre du jour la question d'un gouvernement PC-PS appuyé sur la majorité des partis ouvriers à l'assemblée de la république, et sur la mobilisation des travailleurs dans leurs syndicats et commissions. En un mot l'extraordinaire force des travailleurs portugais, encore exprimée le 25 avril dernier par le score électoral des partis réformistes et que les élections présidentielles cherchent à mettre sous le boisseau, fera de nouveau surface.

Une candidature unie du PS et du PCP aurait pu préparer ces lendemains par une victoire électorale le 27 juin prochain. Les partis réformistes préfèrent ne pas prendre leurs responsabilités et soutenir un général ou présenter un candidat ami des généraux.

Une candidature révolutionnaire, de rupture avec la collaboration de classe, contre le pacte Conseil de la révolution, partis, contre les généraux présidents et les présidents-directeurs généraux pouvait être une alternative claire et sans ambiguïté. La LCI et le PRT en ont été, à la dernière minute empêchés par l'incroyable provocation dans laquelle ils sont tombés. Il ne leur reste malheureusement qu'à se déterminer en fonction du peu reluisant tableau des candidatures actuelles. C'est ce qu'ils feront la semaine prochaine après une décision de leurs deux directions, toujours engagées dans des discussions de fusion.

ROUMANIE

CONGRES DE LA « CULTURE SOCIALISTE »

La Roumanie qui se distingue comme l'un des pays les moins orthodoxes du «camp socialiste» au plan de sa politique extérieure d'ouverture tous azimuts et par une relative indépendance par rapport à l'URSS, est par contre dans sa politique intérieure l'un des régimes les plus staliniens.

C'est le ton de la fermeté idéologique qui marquera le «congrès d'éducation politique et de la culture socialiste» qui s'est ouvert mercredi à Bucarest qui est appelé à dresser le bilan de cinq ans d'activité renforcée dans ce secteur. Ceausesco, chef du Parti et de l'Etat roumain a en effet préconisé la création d'un «homme socialiste nouveau». Ce dernier devait répondre aux critères de «l'éthique et de l'équité socialiste» définies par un véritable code qui énumère les vertus dont les membres du parti doivent faire preuve, mais aussi des vices que le PC doit extirper.

Le congrès sera donc appelé à tirer le bilan de cette «campagne de motivation». Gageons qu'il dénoncera la corruption généralisée, le mensonge institutionnalisé l'arbitraire, qui corrompent de manière chronique la société «socialiste» roumaine.

ALLEMAGNE

CONGRES ANTI-REPRESSION A FRANCFORT

Du 5 au 7 juin se déroulera ce meeting à l'initiative du Bureau socialiste (Sozialistisches Büro) qui rassemblera un grand nombre de militants d'extrême-gauche de toute la RFA. Il est prévu de traiter la répression en RFA sous tous ces aspects dans des groupes de travail. Notamment : chômage des jeunes, école et syndicats, organisation des groupes de quartier, comités populaires, militarisme et travail dans l'armée, interdictions professionnelles, censure, justice de classe, etc.

Le 5.6. après l'information de la population de Francfort, aura lieu l'après-midi une grande manifestation ; le soir une fête. Le dimanche de la Pentecôte (6.6.) sera consacré au travail dans les différents groupes de travail ; le soir un meeting politique avec animation (sketches, chansons, poèmes). Lundi, il y aura un grand rassemblement de synthèse.

Les camarades étrangers sont invités à apporter leur témoignage sur la situation dans leur pays respectif et de faire le point sur la campagne contre la répression en RFA dans leur pays. Ils seront logés gratuitement.

Pour tout renseignement s'adresser au bureau du congrès : Club Voltaire, Francfort, Kleine Hochstrasse 5 (Tel : 19.49.611.285.281).



LE PDUP

Le Parti d'unité prolétarienne pour le communisme (PDUPPC) résulte de la fusion de deux organisations : il Manifesto et le PDUP. Son congrès constitutif s'est tenu en janvier 1976. Le groupe il Manifesto était à l'origine un regroupement au sein du Parti communiste italien qui publiait une revue de discussion du même nom. Il regroupait des membres du comité central et plusieurs députés du PCI. Les fondateurs les plus connus de il Manifesto sont Rossana Rossanda, Lucio Magri, Luigi Pintor, Luciana Castellina. Ils avaient engagé une bataille contre le « révisionnisme » du PCI. Ils furent exclus de ce parti en novembre 1968, créant immédiatement une nouvelle organisation. Il Manifesto resta jusqu'à sa fusion avec le PDUP un groupe intellectuel.

Le PDUP fut créé en 1972, par les militants du PSIUP (Parti socialiste italien d'unité prolétarienne) qui avaient refusé de rejoindre le PCI ou le PSI lors de la dissolution de ce parti. Le PSIUP était lui-même issu d'une scission de gauche du Parti socialiste en 1964. Le PDUP rassemblait un nombre important de militants et de dirigeants de la « gauche syndicale » qui ont rejoint l'organisation unifiée, lui apportant une base ouvrière non négligeable.

Cependant la fusion organisationnelle ne s'est pas faite sur la base d'une homogénéisation politique, et les deux tendances demeurent à l'intérieur du PDUPPC (Cf. Rouge n° 61 et 62). Elles se sont de nouveau manifestées ouvertement lors de la bataille pour l'unité-électorale des révolutionnaires.

De par ses origines, le PDUPPC est plus lié au mouvement ouvrier traditionnel que A.O et L.C., et en subit également plus la pression. Le PDUPPC est surtout très implanté dans le centre (Bologne) à Rome et à Turin. Il déclare 12 000 militants, mais a un système d'organisation extrêmement souple.

Le PDUP publie un quotidien (il Manifesto) dont il vend environ 18 000 exemplaires. Il publie également une revue théorique mensuelle « Unità Proletaria ».

Italie :
l'enjeu des élections
meeting
le mardi 8 juin à
20 h 30

avec la participation de Democrazia Proletaria (Massimo Gorla pour Avanguardia Operaia et Pino Ferraris pour le PDUP) et de Lotta Continua (Luigi Bobbio). Appelé par le Comité de soutien à la présentation unitaire des révolutionnaires sur les listes de Democrazia Proletaria. Soutenu par l'OC-GOP, la LCR et l'OC-Révolution.

Mutualité, rue St-Victor, métro Maubert.

L'EXTREME-GAUCHE ITALIENNE ET LES ELECTIONS

5/ LA CHOSE DECISIVE EST DE CREER TOUS LES ESPACES POSSIBLES A L'ORGANISATION AUTONOME DES MASSES DANS TOUS LES DOMAINES

par Vittorio Foa, dirigeant du PDUP

La gravité de l'attaque capitaliste et l'énorme capacité de lutte de la classe ouvrière et des masses populaires font apparaître la contradiction entre la possibilité d'un changement politique substantiel (qui n'est jamais paru aussi plausible et proche aujourd'hui) et l'absence (de la part de la gauche dans son ensemble, au seuil d'une expérience gouvernementale) d'indications sur le contenu de ce changement, tant en ce qui concerne la politique économique qu'en ce qui concerne les structures institutionnelles. Au moment où l'Etat se révèle pourri jusqu'au sommet, on se limite à dire qu'il faut défendre la République. Au moment où des millions d'italiens comprennent qu'il ne s'agit pas seulement de faire une politique différente et opposée, mais qu'il faut changer la nature même de la politique économique, en la centrant sur ses rapports différents avec le mouvement de masse, on se limite à proposer des changements techniques marginaux ou, pire encore, on défend l'illusion de pouvoir coopérer à des programmes d'austérité sous direction capitaliste.

Un choix politique précis.

Il est évident que l'absence de programme ne dépend pas de l'absence d'idées, mais d'un choix politique précis (même si, vraisemblablement pas éternel) : le choix de limiter le plus possible l'aire du changement, d'introduire des améliorations dans la gestion (en premier lieu évidemment sur la question de l'honnêteté) dans la continuité, d'éviter les expériences de rupture que l'on ne peut séparer de l'attaque des intérêts constitués.

De façon tout à fait cohérente avec cette absence de programme, le PCI pratique une politique de rupture avec les organisations qui se trouvent à sa gauche. Le monolithisme du PCI vers sa gauche se révèle être l'autre facette de son pluralisme institutionnel à sens unique, vers sa droite.

Parce que, justement, rien n'est éternel, pas même cette fermeture des partis traditionnels, nous nous battons pour que les programmes de changement soient des programmes de toute la gauche, pour un gouvernement des gauches.

On ne peut rien inventer dans un bureau, c'est le mouvement lui-même qui doit indiquer dans quel sens il faut travailler. Prenons par exemple le cadre international. Nous pensons qu'il est erroné de s'engager à ne pas toucher le pacte atlantique et le Marché commun européen. L'important est de définir la ligne pacifique du changement politique, les forces et les pays avec lesquels on veut se lier pour une claire politique de paix, refusant l'idée que le pacte atlantique puisse être un instrument de l'équilibre international. L'important c'est de réaffirmer le droit du peuple italien à négocier les conditions de sa participation à la CEE, de ne pas se laisser conditionner par l'état actuel de la balance des paiements, de sélectionner les importations et les exportations.



Le vote des délégués au dernier congrès du PDUP

Pourquoi ceci ne deviendrait-il pas une politique organique dans l'intérêt des besoins populaires et des investissements qui élargissent la base productive, préalable nécessaire à une nouvelle division internationale du travail ? Certes, tout ceci signifie une lutte dure, une mobilisation des forces populaires et la recherche d'accords et d'alliances. Mais en dehors de cela il n'y a que le lien apparemment objectif du commerce international, c'est-à-dire le lien politique des centres de décision capitalistes.

De même pour les grands problèmes de la distribution du revenu et de sa destination. Pour faire payer les impôts aux riches et frapper la richesse foncière, pour éviter les évasions de capitaux, pour frapper les salaires les plus élevés, pour rationner les ressources limitées des importations selon des critères de priorité, pour effectuer une réelle reconversion de la production pour le profit à la production pour les besoins collectifs il faut avoir, en plus de quelques idées claires, la volonté de frapper les centres de décision qui représentent un obstacle à toute politique de caractère populaire. Il faut arriver à contrôler par le haut et par le bas les centres de pouvoir, les banques et les grandes industries, les systèmes de distribution, les endroits vitaux de l'administration. Pour nous voilà ce que signifie gouvernement des gauches ; cela ne signifie pas une gestion correcte et honnête du système en vigueur, qui ne peut être ni honnête ni correct, et qui, surtout, ne peut plus être géré.

Renverser la roue

Notre ambition est de réussir à surmonter une grosse difficulté qui se trouve dans notre orientation. Pour résoudre les très graves problèmes immédiats de travail et de subsistance, on est naturellement porté à faire confiance aux mécanismes du capital, à donner de l'argent aux patrons pour qu'ils ne licencient pas et, plus en général, à s'en remettre aux patrons pour qu'ils résolvent les choses d'une manière ou d'une autre dans l'immédiat. Et ceci alors que nous avons plus que jamais besoin de renverser la roue, de contester fondamentalement les mécanismes du capital, c'est-à-dire les rapports de production. Il n'est pas possible de surmonter cette difficulté si les mesures immédiates sont tout de suite des pas concrets allant dans le sens d'une modification des rapports de force entre les classes, c'est-à-dire si elles mettent en avant des mesures de contrôle et de pouvoir ouvrier et populaire.

Notre position sur le cadre institutionnel en pleine décomposition devient ici décisive. On voit mal comment on peut introduire des réformes constitutionnelles donnant l'avantage à un pouvoir ou à un autre (exécutif, législatif, judiciaire, etc.), dans les conditions où se trouvent ces pouvoirs. La chose décisive est de créer tous les espaces possibles à l'organisation autonome des masses dans tous les

domaines où elle se manifeste (et le fait qu'elle se développe est aujourd'hui le signe le plus positif de la démocratie italienne en marche), de ne pas fermer la porte à ce qui apparaît différent des institutions traditionnelles, mais au contraire de l'encourager au maximum.

Le gouvernement des gauches sera, c'est évident, un gouvernement avec des intentions progressistes dans un cadre capitaliste, dans un système de pouvoir ennemi (ou ami seulement au cas où le gouvernement des gauches s'engage à mener une politique de stabilisation). Face à un gouvernement des gauches il faut éviter deux tentatives suicides : celle de l'appuyer inconditionnellement et celle de le combattre pour la seule raison qu'il reste dans un cadre capitaliste. On peut

s'engager à l'appuyer à fond chaque fois qu'il tend à accepter comme non modifiable le cadre existant, ou, pire, à le soutenir.

D'où l'importance toujours plus pressante d'un programme, d'une ligne claire sur les rapports entre gouvernement et pouvoir, en tant que discriminant pour les luttes de masse. D'où également l'importance du facteur temps car, comme le montre l'expérience historique, l'ennemi principal de tout changement, en plus de l'adversaire de classe, est le retard, la politique des deux temps.

DEMAIN : LES GROUPES COMMUNISTES REVOLUTIONNAIRES

Après l'assassinat d'un jeune communiste à Sezze LE DEPUTE FASCISTE SACCUCCI « EN FUITE » OU EN LIBERTE ?

• La provocation meurtrière semble venir directement du SID

Rome le 2 juin, de notre correspondant E. Pelligrini

Le Mouvement social italien (fasciste) continue-t-il sa politique du double visage (d'un côté le visage légaliste, de l'autre le bras qui tue), ou alors une nouvelle polarisation extrémiste est-elle en cours à droite, qui échapperait à Al mirante (président du MSI) ou, encore, sommes-nous devant une épisode de violence pré-électorale qui implique l'appareil de sécurité de l'Etat ?

Telles sont les questions que l'on se pose à Sezze après l'assassinat du jeune militant communiste Luigi di Rosa, au cours d'un meeting du député fasciste (et lieutenant de parachutiste) Sandro Saccucci. L'élément qui attire l'attention est la participation au raid fasciste du maréchal des carabinieri (police) Francesco Trocchia, en service auprès de l'Unité spéciale de Fortebrashi (Rome), la centrale opérationnelle du SID (services secrets de l'armée), centrale d'où sont parties les principales attaques anti-ouvrières de ces dernières années.

Le maréchal affirme qu'il était présent à Sezze pour ses vacances. Mais il n'explique pas pourquoi il y est arrivé avec le cortège d'automobiles qui accompagnait Saccucci, et plus particulièrement à bord de la BMW qui ouvrait la caravane, voiture qui appartenait à un candidat du MSI aux élections communales de Rome. Sezze est un vieux pays, un dédale de vieilles rues dans lequel il est très difficile de s'orienter ; la première voiture de la caravane ne pouvait qu'avoir comme rôle de guide pour les autres dans le dédale.

Mais pourquoi le SID aurait-il organisé cette provocation meurtrière ? La réponse n'est pas difficile : la Démocratie-chrétienne cherche à récupérer des voix à droite et a donc intérêt à faire ressortir le visage violent et illégal du MSI-droite nationale. Cependant il faut ajouter que cette opération n'a une chance de réussir que dans la mesure où les deux facettes continuent à cohabiter dans le MSI. Almirante cherche à gagner une partie de l'électorat modéré et à imposer l'image légaliste de son parti (il a d'ailleurs exclu Saccucci trois jours après le meurtre de Sezze) ; mais il ne peut pas renoncer aux secteurs ultras qui demeurent dans son électorat. Il doit donc leur laisser des marges de manœuvre et n'intervient que quand, comme dans l'épisode de Sezze, le contre-coup sur l'électorat modéré risque d'être beaucoup plus fort que l'approbation des secteurs ultras.

Un dernier élément : hier Saccucci s'est présenté à un poste frontière avec la Suisse pour s'expatrier. Les douaniers ne lui ont pas permis de sortir de l'Italie mais l'ont laissé libre. Ce n'est pas le genre d'initiatives que prennent des gardes-frontières : l'appareil veut laisser en liberté Saccucci et ses acolytes parce qu'il veut que ceux-ci continuent leurs provocations jusqu'au 20 juin.

Après avoir essayé de couvrir un nouveau scandale d'entente illicite **LECANUET MUTE A HAZEBROUCK**

Deux documents publiés hier, l'un par « la Marseillaise », l'autre par « le Monde » viennent d'éclairer d'un jour qui, pour n'être pas nouveau, n'en est pas moins plus intense, les rapports entre la justice et les grosses sociétés. Ou plus exactement le rapport qu'entretient Lecanuet - ou ses représentants directs - avec les gros intérêts capitalistes.

Le premier document que publie la Marseillaise est une lettre datant de février 1973, envoyée par le procureur général Caleb, à l'époque chef du parquet de tout le ressort de la Cour d'Aix-en-Provence, au chef du SRPJ de Marseille. Elle vise une enquête que la brigade financière du SRPJ a ouverte, à la demande du juge d'instruction de Digne, après la plainte d'une petite société pétrolière obligée par le cartel d'abandonner le marché des écoles de la ville de Marseille. Le procureur général Caleb qui n'a pu le faire sans prendre ses instructions, ordonne au SRPJ d'interrompre l'enquête « en raison des incidents que peut avoir cette enquête sur l'instruction ouverte par le parquet de Marseille ». En clair : l'instruction menée à Marseille est suffisamment embarrassante pour n'avoir pas besoin de preuves supplémentaires des ententes illicites des pétroliers.

Rendons à Lecanuet cette justice : à l'époque, il n'était pas encore ministre

du même nom, mais son président d'aujourd'hui était aux Finances, et il est fort improbable qu'étant maître de la poursuite, il n'ait pas été averti de cette affaire.

Rappelons aussi que c'est à la même époque que le ministère des Finances a accepté de passer l'éponge sur les faits antérieurs à 1973, à condition que les pétroliers cessent leurs pratiques de dessous de table. La lettre de Caleb s'inscrit directement dans ce marchandage qui aurait du, en bonne logique, aboutir au désaisissement de la justice s'il n'y avait eu l'affaire Ceccaldi et le scandale qui l'a entourée.

Par contre, en 1975, Lecanuet était ministre de la Justice lorsque son collègue des Finances, Fourcade lui adressa une lettre lui demandant de poursuivre plusieurs sociétés de travaux publics convaincues, encore une fois, d'ententes illicites dans les appels d'offres lancés en 1974 en Normandie pour la construction de routes. C'est cette lettre que publie le Monde.



Pourquoi ne pas saisir plutôt la commission des ententes du ministère des Finances ? Fourcade l'explique dans sa lettre : « Une telle procédure nécessiterait des délais tels que les faits délictueux mis en évidence par l'enquête pourraient être prescrits. » Lecanuet n'en mit pas moins plus de cinq mois pour répondre que la saisie de la commission était préférable à celle de la justice, comme si la prescription était effectivement recherchée. En résumé : Lecanuet a refusé l'ouverture d'une information judiciaire visant quelques grosses sociétés.

Cette modération dans la répression honorerait le ministre si elle était constante. Mais, loin de là, ce qui est chez lui constant c'est la rigueur pour les petits délits et les petits délinquants et la complaisance, sinon la complicité, pour les « gros poissons ». Complaisance d'autant plus remarquable ici que les sociétés visées sont des sociétés normandes, de cette région où

Lecanuet a ses racines politiques (il est maire de Rouen) et ses relations personnelles.

Or plusieurs des dirigeants d'entreprise mis en cause sont des notables normands. Doit-on voir dans la mansuétude ministérielle, une relation de cause à effet ? Ou simplement, ce qui n'est pas moins scandaleux, un reflet des rumeurs selon lesquelles le gouvernement envisagerait de présenter une réforme législative empêchant dorénavant les victimes des pratiques d'ententes illicites de se constituer partie civile ? Autrement dit, en vertu du principe de l'opportunité des poursuites, le parquet - c'est-à-dire le gouvernement pour les affaires financières - aurait désormais le privilège exorbitant de pouvoir saisir, seul, la justice. L'affaire des pétroliers montre que cette saisie ressemblerait fort à un étouffement.

Georges Marion

OU EN EST LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS ?

par Denis Berger

4/ ROMPRONT-ILS AVEC L'URSS ?

Le parti communiste français est allé trop loin dans ses attaques contre l'URSS pour qu'il puisse revenir en arrière. Les distances qui ont été prises publiquement ne seront pas comblées. Tout au contraire, elles auront tendance à augmenter : le contentieux entre Moscou et Paris est trop important, l'hostilité à l'encontre des violations des libertés en Union soviétique trop répandue dans les masses pour qu'il soit matériellement possible de faire demi-tour, même si quelques uns le souhaitent.

Va-t-on dès lors vers une rupture ouverte et définitive ? Les années 80 verront-elles Marchais prendre la tête d'un national-communisme aux couleurs de la France, au parfum de réformisme avancé ?

Derrière le masque de l'internationalisme

L'attitude des dirigeants soviétiques permet d'éclairer une des faces du tableau. Depuis quelques mois, ils se livrent à une escalade dans la mise en garde. Sont voués à la damnation ceux qui renoncent à l'internationalisme prolétarien en prononçant un socialisme national, ceux qui foulent aux pieds la dictature du prolétariat et s'acquiètent avec la social-démocratie. Berlinguer, Carillo et Marchais sont visés, sans être nommés. Au début, la charge de l'anathème était confiée à des collaborateurs ou à des suppléants du comité central, voire à des journalistes de Hongrie ou d'Allemagne de l'Est, tous gens de peu dans l'univers bureaucratique. Depuis, des dirigeants en renom ont pris le relais, dont Souslov, fonctionnaire principal de l'idéologie. C'est donc que l'affaire est jugée sérieuse à Moscou.

Cependant les manières demeurent encore relativement douces. On cen-

sure certaines interventions venues de France, mais on en reste encore au stade des remarques impersonnelles « théoriques » sur les dangers du révisionnisme. Comme au temps où russes et chinois se poufendaient en parlant de Lénine, par Enver Hodja et Tito interposés. La Pravda a même omis de citer certains discours trop violents contre les partis incriminés.

Cette modération s'explique si, par delà le fatras des mots creux, on comprend ce que veulent réellement les soviétiques. Pour eux, l'essentiel est la stabilité de l'Europe telle qu'elle est à l'heure actuelle. Tout changement leur paraît dangereux, surtout si, comme ce peut être le cas en France, ils sont produits par un mouvement de masse aux conséquences incontrôlables, chapeauté par un Parti socialiste lié aux Etats-Unis et un parti communiste trop ouvert aux concessions. Aux dangers de débordement révolutionnaire qu'indiquerait une telle issue, aux risques de contagion en Europe de l'Est, ils préfèrent le statu-quo : Giscard est un bourgeois mais, avec lui, on peut parler affaire en sachant que les contrats seront respectés.

C'est par conservatisme foncier que Brejnev et consort réagissent ainsi. Mais c'est aussi parce qu'en matière de politique économique ils ont grand besoin, étant donné la situation médiocre de l'URSS en ce domaine, de liens réguliers avec le capitalisme occidental (l'accumulation de mauvaises récoltes oblige, par exemple, les soviétiques à acheter du blé en quantité aux Etats-Unis). Quand ils parlent théorie, les dirigeants du PCUS n'ont en tête que des calculs plus réalistes.

Le même réalisme terre à terre explique, par ailleurs, leur souci d'éviter un affrontement ouvert avec le PCF et ses semblables. Le succès de la gauche

est en effet une probabilité sérieuse. Une rupture avec les communistes français priverait Moscou de toute possibilité d'influencer, si peu que ce soit, le nouveau gouvernement. Il vaut mieux donc peser de tout son poids pour entraver un glissement trop marqué du PCF, mais sans commettre l'irréparable. La mémoire est fraîche en URSS des conséquences durables, en 1948, qu'eut l'excommunication de la Yougoslavie. Et les gouvernants du Kremlin savent que la politique étrangère est un moyen essentiel de maintenir la stabilité de leur pouvoir : dans une large mesure, c'est en montrant que le régime est puissant à l'extérieur (par ses forces armées, mais aussi par son influence politique que matérialise le lien avec les partis communistes) qu'ils contribuent à atténuer les contradictions internes au pays.

Qui veut voyager loin...

Du côté du PCF on n'hésite pas à la répéter : « Jamais nous ne cesserons notre appui au premier pays socialiste ». Est-ce bien vrai ? Au risque de se répéter, disons que si les principes étaient seuls en jeu, la prudence serait de mise dans l'estimation des rapports futurs avec l'URSS. Mais des intérêts bien plus concrets sont en question.

Les communistes français misent tout, la XXII^e congrès l'a montré, sur le succès de l'Union de la gauche. Pour cette raison, ils veulent montrer un visage neuf, sous les bouffissures stalinienne qu'occasionne une trop intime liaison avec l'Union soviétique. Mais, pour aussi contradictoire que cela puisse paraître, pour la même raison ils chercheront à éviter la brisure définitive.

Dans un gouvernement de gauche, le PCF sera minoritaire par rapport à

des socialistes acquis pour la plupart à l'idée de la modération (a-t-on jamais chanté les vertus de l'économie de marché et du profit que François Mitterrand ?). Il devra pour ne pas être réduit à la figurative conserver une influence sur la classe ouvrière et, pour y parvenir, maintenir l'autonomie de son organisation. Or, dès lors que la rupture serait accomplie avec l'URSS, un ourant très fort dans l'électorat et même parmi les militants ne verrait plus ce qui fait la spécificité du parti. Ils s'orienteraient, plus ou moins catégoriquement, vers les socialistes, affaiblissant encore la position du PCF.

En outre, le programme commun devra faire face, s'il vient au jour, à une situation économique difficile : inflation, fuite des capitaux, pressions étrangères, etc. Il lui sera nécessaire de procéder à un redéploiement de ses liens internationaux. A cet égard, le commerce et les relations avec les pays de l'Est revêtiront une extrême importance. Les leaders du parti communiste font le calcul que la maintien de relations étroites entre eux et le PCUS leur confèrera, sur le plan national, un poids qui compensera bien d'autres faiblesses. Ils ne veulent donc pas envenimer la situation.

Il faut donc se garder de croire à une rupture rapide entre l'URSS et le PCF. Des intérêts majeurs commandent aux partenaires de maintenir l'alliance autant que faire se peut. Mais il s'agit d'une alliance conflictuelle au sein de laquelle les intérêts nationaux de chacun sont prioritaires. C'est bien pourquoi on ne peut exclure qu'à terme, le poids du développement de luttes sociales n'amène ces liens précaires à se distendre encore, voire éventuellement à se briser.

DEMAIN : PCF, REFORMISME ET REVOLUTIONNAIRE



5, 6 et 7 juin à Mériel

AU PROGRAMME DE LA FETE DE LUTTE OUVRIERE Colette Magny et les Haricots rouges

Chanteurs et groupes de variétés et folk : Alain Allanic, Allardi, André Decals, Les captavaths (chants et danses occitans), Les châtalet, André Fey, Le groupe Gousse d'ail (chants et danses de Bretagne, les Gwendal, Serge Kerval, Olivier Lataste, Jean Michel, Martin Le Blé, Miloud, Neige, Lionel Rocheman, John Wright et Catherine Perrier, les Sonneurs de Ploubazanec, les Senthaklos.

et Yvan Dautin et Maurice Fanon

Musique de partout : Mehmet Ayan (musique persane), Yves Cauche (musique sud-américaine), les Dynamics (musique antillaise), Los gringos (musique sud-américaine), Groupe de Temo (chants et danses kurdes), J. Holbout (flamenco), Les mille et une nuits (musique persane), les Mounkika (musique antillaise), Oswaldo Rodriguez (chansons chiliennes). Mimes : Le mime Duval, le mime Luc.

Guy Bedos

Prestidigitation : Jean-Michel Martin.

Théâtre : Al Assifa, Jacques Blot, Bilora de Ruzzante par un groupe du Conservatoire, Christian Cappezzone, Le Grenier de Dijon, Théâtre Montehus, Théâtre des deux rives de Rouen Groupe théâtral de Taverny qui jouera *Noces de sang*. Le groupe de Jacques Bonhomme.

Musique classique : Odile Bailleux et son ensemble, Christian (guitare classique), Thierry Graal, Jacqueline et Dominique (guitare du XVIII^e siècle), Laymond (piano), l'ensemble Vera Flearis (musique de la Renaissance).

Orchestres et groupes pop : le groupe Defit, le groupe Soho, Papa Speed, Théode, le groupe Wesh.

Chanteurs et groupes de jazz : Abominable Chaos Jazz band, Archéxénon, Les Gruul (rock), Jouk Minor et Gérard Farou, M. Sève, les Nanterre Feet Warmers.

Et bien d'autres encore.

TRES IMPORTANT

Suite à un vol à la Librairie rouge, il est demandé à tous ceux qui ont payé des achats de livres les vendredi 28 et samedi 29 mai par chèque, de faire opposition à ces chèques et d'écrire à la librairie (10 impasse Guéméné Paris 4^e) en renvoyant un chèque.

SOUSCRIPTION

Ancien total	143 835,60
MS Caen	200,00
PL Asnières	120,00
JT Bois d'Arcy	50,00
Assistante sociale Caen	50,00
Travailleurs (euse) Anpe Bordeaux	90,00
North is beautiful	300,00
EL Rueil	150,00
BP Sotteville les Rouen	100,00
Diffuseurs Poitiers	220,00
Une copine et un copain d'Alençon	100,00
Travailleur SNCF Bordeaux	100,00
Travailleur SNCF Bordeaux	50,00
Nouveau total	145 365,60

Débat sur les plus-values à l'Assemblée nationale

Un seul souci pour tous : les électeurs

La première journée de débat sur les plus-values, à l'Assemblée nationale, a donné lieu à des situations clownesques. Tous les facteurs étaient réunis pour le cirque parlementaire des grands jours. L'hémicycle réunissait 300 députés - chose rarissime - les tribunes étaient comblées. Le spectacle pouvait alors commencer : on discute, on s'arrête, on reprend, on sort, on revient. On s'interpelle plus ou moins violemment (il faut bien montrer qu'il existe des divergences politiques). Mais, il y avait surtout, grande surprise non prévue au

programme des réjouissances, Chirac lui-même.

Le cirque de l'UDR

Tout a en fait commencé par la réunion; à huis clos, du groupe parlementaire de l'UDR. A la fin de ses délibérations, M. Labbé devait attaquer très vivement le projet gouvernemental en menaçant de ne pas le voter, s'il n'était pas correctement amendé. La présence de Chirac, en tant que coordonnateur de la majorité, est sans doute une des

conséquences de la grogne de l'UDR. Chirac a tenté d'atténuer les divergences au sein de la majorité en demandant un front contre l'opposition. Mais l'UDR n'a pas du tout apprécié que Jean-Jacques Servan Schreiber intervienne pour défendre le projet contre la question préalable présentée par le Parti communiste. L'UDR a bien montré ses distances en déclarant qu'elle refusait au député de Lorraine de parler au nom de la majorité. Le plus cocasse dans l'affaire c'est qu'une partie de l'UDR a quitté l'hémicycle lorsque JJ-SS est monté à la tribune.

si ce n'est essayer de transformer totalement le projet en votant les quelques 600 amendements proposés à l'Assemblée. Fourcade aura alors la possibilité de faire un vote bloqué de son projet, en n'incluant que certains amendements mineurs. Les députés sont déjà menacés de ne pas être soutenus par « la majorité présidentielle » en 1978 s'ils ne votent pas le projet gouvernemental. L'UDR risque donc beaucoup dans cette affaire.

La défense de la petite propriété

Le Parti communiste, quant à lui, dans la droite ligne de sa politique de main tendue à tous, a présenté une question préalable dans le but d'annuler la discussion du texte à l'Assemblée. Son opposition est basée uniquement sur la défense de la petite propriété et des petits épargnants.

Ce débat prend donc une allure très significative de l'état d'esprit qui règne actuellement dans la majorité présidentielle. Sans trop le dire, de l'UDR aux centristes, la perspective n'est pas le vote de cette loi, qui ne représente pas grand chose, mais la préparation des législatives de 78.

François Gaillard

Les petites phrases de Ballanger

Au cours du débat sur la question préalable proposée par le Parti communiste, Robert Ballanger a sorti quelques petits chefs d'œuvres. « Le mauvais coup que la majorité voulait porter aux épargnants français, aux modestes propriétaires d'un appartement ou d'une villa, voire d'un lopin de terre, a été éventé... » a-t-il déclaré. « Ceux qui sont visés par le texte, poursuit-il, sont essentiellement les petites gens — le français moyen en quelque sorte — ... »

Mais le seul exemple que prend Ballanger c'est celui d'un cadre qui gagne 100 000 F par an et qui a beaucoup de problèmes. La nouvelle politique du PC semble laisser de côté la classe ouvrière au profit des « démocrates sincères ».

Après la vente d'une centrale nucléaire à l'Afrique du Sud

LES BLUFFS DU NUCLEAIRE

- Paris veut « dépassionner » le débat
- Le mutisme de Washington

Dépassionner le débat, tel est le vœu du gouvernement français face aux réactions suscitées par la vente d'une centrale nucléaire à l'Afrique du sud. Pour cela son argumentation repose sur deux points : il s'agit d'une affaire strictement commerciale, elle ne présente par ailleurs aucun risque puisque ces réacteurs seront placés sous le contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de Vienne, conformément aux engagements souscrits par la France. Justifications qui ne trompent personne, pas plus celle qui dit que ce super-contrat va créer des emplois pour les travailleurs français. Il est patent que cette commande n'équilibrera en rien les pertes causées par l'abandon du programme d'électricité des centrales nucléaires. Ce « chantage à l'emploi » comme l'appelle la CFDT est donc un nouveau bluff mais qui peut en séduire quelques uns, comme Madrelle, député du PS de la Gironde et président du conseil général, qui vient d'écrire à Chirac au sujet des projets de fermeture de « Bordeaux sud ». Rappelant que ses fabrications concernent aussi bien les arsenaux, les centrales nucléaires, la réalisation de tour d'assemblage des fusées Europa constate que « Bordeaux sud » est une entreprise très sollicitée par certains pays comme par exemple l'Espagne, et peut-être l'Afrique du sud. Et que dès lors il est inadmissible de laisser interrompre des marchés potentiels. Il doit donc être comblé. Au fait, que dit le Parti socialiste de l'affaire de la centrale ?

Saintes-nitouches

Sur le plan international, jugements aigres doux et attaques amères continuent à fuser, notamment de la part des pays africains. Le secrétaire général adjoint de l'OUA de passage à Paris a estimé que « la France doit une explication à l'Afrique d'autant » qu'il y a lieu de se demander si cette affaire n'était pas déjà engagée sous le boisseau au même moment où se tenait le récent sommet africain de Paris ». Il est clair aussi que dans ce concert, le

dépôt de certains crocodiles capitalistes européens (allemands et néerlandais blousés) va dans les semaines à venir être utilisé pour mettre en difficulté la diplomatie française en Afrique.

Les silences de Washington

Plus intéressant reste cependant le mutisme de Washington. Bien qu'il soit prématuré d'en tirer les conclusions sur une connivence avec Paris, on ne peut néanmoins s'empêcher de mettre la décision française en rapport avec le choix fait sous Pompidou dans le domaine nucléaire. C'est en effet en 1969 que la France choisit d'abandonner sa propre filière Graphite-gaz (option gaulliste dans le cadre de la « politique » d'indépendance nationale) pour lui préférer les techniques américaines. La justification en étant la faiblesse des débouchés face aux Goliaths Westinghouse et Général Electric. On assistera dès lors à la croissance industrielle des Framatome dont la répartition du capital est de 51 % pour la firme Creusot Loire, 30 % pour le commissariat à l'énergie atomique (CEA) créé par De Gaulle, et 15 % pour Westinghouse. Comme on le voit un choix qui se trouve dans la ligne politique giscardienne de renforcement des liens de dépendance envers les Etats-unis. Attitude illustrée par le fait que Giscard aurait refusé au CEA d'avoir une minorité de contrôle dans le nouveau consortium.

Ceci dit en tirant argument pour y voir un strict conformisme d'intérêts entre Paris et Washington comme l'écrit l'humanité qui parle de « marché dont Washington tient toutes les ficelles » est largement forcé. Il ne faut pas oublier qu'un consortium américano-suisse (Général Electric Brown Boveri) se trouvait sur les rangs, qu'en outre dans le cadre de la « détente », Washington voit d'un très mauvais oeil la bourgeoisie française prendre des libertés avec les clauses internationales de non prolifération nucléaire et profiter des difficultés de sa politique africaine.

Franck Tenaille

600 amendements proposés

En fait, l'UDR risque de perdre des plumes en voulant affirmer son existence face aux tentatives de rapprochement des Républicains indépendants et des centristes. Sa marge de manoeuvre est, en effet très étroite. La « montée » de Chirac tend à prouver que Giscard veut faire passer cette loi pour montrer sa volonté de réforme. Jusqu'à présent, les réformes, votées grâce à l'opposition, n'avaient en rien bouleversé la vie des français. Alors démagogie oblige, cette loi doit passer. Si bien, qu'il ne reste pas grand chose à faire pour l'UDR,

Giscard choisit son azimut...

Giscard aurait donc choisi. Le dernier document officiel sur la politique militaire avait été jugé flou, ambigu, voire contradictoire par tout le monde. Nous avons montré comment ces incertitudes recouvraient à la fois, une volonté d'étouffer les conflits dans l'institution, et des mesures qui en pratique s'intégraient dans les scénarios de la nouvelle doctrine américaine pour l'OTAN. Les récentes déclarations du général Mery, chef d'état-major des armées, après celle de Giscard sur le Liban, commencent à préciser une nouvelle doctrine militaire déjà contenue implicitement dans les choix budgétaires de la loi-programme votée pour six ans le mois dernier.

La vieille doctrine bousculée

Ainsi, après avoir forcé, à coup de Chirac, les gaullistes à voter sa loi, Giscard choisit de bousculer ouvertement la vieille doctrine. Mery écrit dans la revue *Défense Nationale* de juin : « nous n'avons jamais cessé de faire partie de l'alliance atlantique ». S'il ne s'agit pas de s'intégrer à l'avance dans un créneau de l'Alliance, nous avertissons qu'au premier conflit, l'armée française s'y intégrera. Ce qui revient évidemment au même ! En parlant de « sanctuarisation élargie », il répond directement à Gallois qui s'est fait le défenseur de la sanctuarisation totale, c'est à dire d'une défense fondée exclusivement sur l'arme nucléaire.

Yves Moreau, dans *L'Humanité* d'hier, proteste : « Le divorce est total avec la doctrine dite « tous azimuts » qui prévalait au temps de De Gaulle. La conception giscardienne de la stratégie militaire n'a plus rien à voir avec une véritable défense nationale ». Comme si la pseudo-défense tous azimuts ne recouvrait pas, elle aussi, une politique militaire tournée contre le mouvement ouvrier et l'URSS. Elle se situait tout simplement dans un contexte européen de calme relatif

des luttes de classes. Actuellement, avec la montée des luttes en Europe du Sud, l'impérialisme US et les bourgeoisies occidentales font preuve d'un peu plus de réalisme. Ce n'est pas en s'accrochant aux lambeaux de la doctrine gaulliste, en laissant croire que De Gaulle avait rompu avec les alliances militaires inter-impérialistes, que l'on prépare la classe ouvrière à lutter contre les préparatifs de guerre civile de la bourgeoisie.

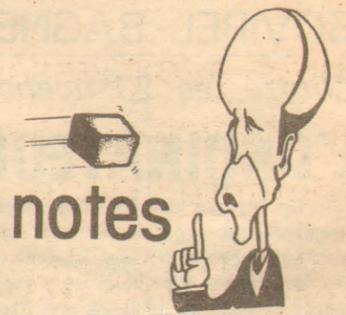
« Notre » rôle en Méditerranée

Il faut exiger la rupture avec toutes ces alliances, dénoncer leur rôle contre-révolutionnaire et non les « respecter » comme le fait le Programme commun pour l'Alliance atlantique. Giscard qui se voyait déjà parti en croisade pour défendre l'Occident chrétien au Liban, n'a-t-il pas précisé mardi à l'Ecole Militaire, qu'il y avait de fortes chances que les conflits dans lesquels la France risque de s'engager ne seront pas des conflits Est-Ouest, mais Nord-Sud ? C'est d'ailleurs ce que confirme Mery en insistant sur « notre » rôle en Méditerranée. C'est donc contre ces batailles là que le mouvement ouvrier devra lutter.

J.Y.P.

● Le mercredi 7 avril, une avalanche emportait plusieurs soldats du 6^e BCA, cantonné près de Grenoble. Trois d'entre eux trouvaient la mort, dont le caporal Bridet (militant de l'AJS). Dès maintenant, la responsabilité de la hiérarchie militaire apparaît écrasante. Pour que soit constituée une commission d'enquête civile qui fasse toute la vérité sur cette affaire ; pour que l'unité la plus large des organisations ouvrières et démocratiques s'oppose à ce que l'enquête soit laissée à la discrétion des autorités militaires, les organisations suivantes de Clichy Levallois appellent à un meeting le jeudi 3 juin à 20 h 30, à la maison du peuple.

LCR-AJS/OCI-PS-MJS-Ligue des droits de l'Homme- plusieurs sections syndicales.



notes

D'OU VIENNENT LES FONDS D'HERSANT ?

● En annonçant la journée d'action des journalistes du 11 juin l'Union Nationale des syndicats de journalistes (SNJ, CFDT, CGT, FO) a « attiré l'attention des journalistes sur la gravité de la décision prise par les directions du Figaro et de France-Soir de se retirer de leur organisation patronale. Des décisions de ce genre aboutissent à vider de leur contenu les accords collectifs et à remettre en cause les droits de chaque salarié ». L'UNSJ « poursuit ses contacts avec les autres organisations de travailleurs de l'information en vue d'un grand rassemblement en juin et d'une riposte unitaire ». L'UNSJ exige une enquête pour déterminer « l'origine des fonds qui permettent de s'emparer de tel ou tel titre ». N'est-ce pas M.Hersant ? N'est-ce pas M.Chirac ? Qui servent les grandes manoeuvres actuelles du Figaro et de France-Soir ? Quels détours le pouvoir entend-il prendre pour se doter d'un grand organe central de combat de droite ? Quelle est la vérité de ses « opérations Chirac » qui font la « une » de France-Soir ? MM.Amaury, Hersant, Ferry (directeur de « France-Editions-Publication qui produit France-Soir, France-Dimanche, le journal du Dimanche, ELLE et le Jardin des Modes), Hachette, la SIRLO (imprimerie du Figaro) s'attaquent aux travailleurs de l'information et à la liberté de la presse à coups de millions de nouveaux francs... La riposte de tous les travailleurs de la profession doit être à la hauteur de la crise qui se prépare.

G.F.

UN MILLION ET DEMI PAR JOUR POUR LES CRS D'AMIENS

● L'Union de la Gauche mène campagne contre les CRS d'Amiens. Tous, radicaux de gauche, PS, PC, FEN, CGT, CFDT, PSU et un groupe écologiste, le GESEV appellent à manifester aujourd'hui à Amiens, place de l'Hôtel de Ville pour exiger le départ des CRS de la ville.

Il est vrai qu'il y en a beaucoup et qu'ils ont coûté 150 millions depuis qu'ils sont là, à protéger France-Picardie, le journal d'Amaury, supplément au *Parisien Libéré*. L'Union de la Gauche proteste, « nos enfants sont mal gardés, notre argent s'en va par les fenêtres... »

La LCR et l'OCR ont fait un appel commun séparé pour appeler à participer à la manifestation contre la répression, contre les fascistes (et le groupe local du PFN qui s'appelle ici FEP, Front des Etudiants de Picardie), contre le gouvernement Giscard-Chirac.

● Ce soir, meeting LCR à Noisy-le-Sec, dans la salle de la rue de l'union à 20h30. Le thème du débat sera : « 78 : un débouché pour nos luttes ? ».

SOVIREL BAGNEAUX

Contre les 23 licenciements

L'ORDINATEUR EST OCCUPE

En réponse aux 23 licenciements annoncés chez les mensuels par la direction, ceux-ci ont décidé lundi soir une grève avec occupation de l'ordinateur. Les syndicats CGT-CFDT et même la CGC soutiennent cette action. Les facturations sont bloquées y compris celles concernant l'usine d'Aliche (nord) et celle de Châteaurox. Mercredi, la direction a tenté une provocation. Le chef de l'ordinateur est rentré dans la salle de l'ordinateur et l'a remis en marche. « Vous n'avez qu'à m'expulser » a-t-il déclaré, cherchant l'incident. Les syndicats ont alors appelé l'ensemble des ouvriers à débrayer, par solidarité. Un huissier a « constaté la séquestration ». A 13 h 30, la direction acceptait d'arrêter l'ordinateur. L'occupation continue.

SEP-BORDEAUX

LICENCIES POUR NECESSITE DE DEFENSE NATIONALE...

Voilà plus d'un mois que dure la lutte pour la réintégration du délégué CFDT au comité hygiène et sécurité. Après avoir espéré en vain le pourrissement de la lutte et la démolition des travailleurs, la direction passe à l'offensive : 5 licenciements sans préavis, dont trois délégués CFDT et 15 avertissements, dont quatorze délégués et militants CFDT et FO (voir Rouge du 2 juin).

Le patron se croyait tout permis à cause de l'isolement apparent de la lutte, quasiment ignorée par la presse nationale et n'ayant jusqu'à maintenant pas eu de réponse à la hauteur sur Bordeaux. De plus, l'entreprise travaillant pour l'armée, les mesures anti-syndicales étaient présentées comme correspondant aux sacro-saintes nécessités de la défense nationale...

Faisant fi de tout ça, la riposte s'est organisée sur la boîte dès l'annonce des nouveaux licenciements et intimidations avec des débrayages et assemblées générales dans les trois centres. De plus, et c'est très positif, un rassemblement est organisé jeudi à 17 h 30 à la Place Gambetta à Bordeaux, appelé par les syndicats des métaux CGT et CFDT.

en lutte



GISCARD DECLARE FORFAIT POUR DEAUVILLE

Une belle sortie pour Giscard était prévue, le 12 juin, chez son bon ami le Comte d'Ornano, maire de Deauville, pour commémorer dans cette bonne ville bien propre le bicentenaire des Etats Unis. Le prince Ponia et Lecanuet devaient être de la partie.

Mais une riposte s'organisait de la part des organisations ouvrières, la CFDT prévoit des contacts avec les autres syndicats pour organiser une manifestation régionale.

Manque de pot ! Giscard s'est trouvé un emploi du temps décidément trop chargé ces jours-ci. On aime bien les voyages à l'Elysée, mais pas les risques.

Correspondant

Al'Hotel Royal St Honoré (Paris), trente cinq travailleurs sont en grève avec occupation depuis neuf jours. Ils exigent la garantie de l'emploi. L'Hotel doit être vendu pour un milliard six cent millions. La section CGT critique la gestion des financiers. Les salaires de juin ne sont pas assurés, pas d'indemnités de licenciements, pas de préavis en cas de fermeture. Le personnel « refuse de faire les frais d'une opération financière vaseuse ». Les sections syndicales CGT et CFDT d'une entreprise voisine, la Sodel, ont envoyé un communiqué de soutien.

Jeudi, à 20 H 30, au palais des congrès de Dijon, un meeting est organisé « Contre la répression et pour la réintégration des 23 licenciés de Bourgogne Electronique ». La Fédération générale de la métallurgie CFDT, l'UD-CFDT et l'UR-métaux CFDT organisent ce rassemblement.

Après le gala de solidarité avec les métallos en grève, organisé par la CGT et la CFDT, vendredi dernier à la maison de la culture de La Rochelle, le soutien à la lutte des métallos se poursuit avec la projection du film « Quand tu disais, Valéry » de René Vautier :

Jeudi 3 juin, à la salle Jules Ferry d'Ayté, à 20h 30. La dernière projection aura lieu le vendredi 4 juin à la maison des jeunes de La Rochelle à 20h 30. Après ces projections, des métallurgistes rochelais expliqueront les raisons du conflit.

Les sections syndicales CGT et CFDT de l'hôpital Jean Verdier à Bondy dénoncent dans une lettre adressée à la presse les mesures que l'administration de l'Assistance publique a prises. Sous prétexte de recyclage, la direction impose des rotations allant de deux jours par mois à un mois par an. Ces roulements entraînent une fatigue accrue avec désorganisation du rythme de vie. Le problème de la garde des enfants se trouve compliqué.

AIX EN PROVENCE

Les 6 militantes du MLAC n'étaient pas seules devant le juge d'instruction

Aix en Provence, 17 heures : de notre correspondant. Six femmes inculpées depuis mi-octobre 1975 étaient convoquées hier pour la deuxième fois devant Monsieur Girousse, juge d'instruction de la Cour d'appel d'Aix en Provence. Nicole Grand travailleuse de la SESCO-Thomson d'Aix, déléguée CFDT et candidate aux cantonales sur une liste MLAC, Ghislaine Henoque, caissière, déléguée CGT, Brigitte Mansion, caissière et déléguée CGT, Ursula Blaudin, Marie Fabio serveuse et Annie Blettery, secrétaire. Cette deuxième convocation portait sur le fond et de cette audition dépendra la date et la teneur du procès. Le MLAC a décidé de rendre public ce procès. Ce procès trouve son origine dans la plainte des parents d'une jeune femme dont l'avortement a été réalisé par le MLAC d'Aix comme il en a fait des centaines depuis le début de son existence. Les cantonales ont été un premier moyen de mener une campagne sur l'avortement libre, gratuit, remboursé par la sécurité sociale pour toutes, y compris pour les mineures. Le résultat montre que ce problème sensibilise encore la population puisque cette liste a obtenu 3,3% des voix au cours de cette consultation électorale et ce malgré la

tentative de canalisation de la loi Veil pour désamorcer la mobilisation. Aujourd'hui, à l'occasion de cette deuxième convocation, la preuve de l'ampleur de la mobilisation dans une affaire vieille de près d'un an n'est plus à faire. Deux cent personnes se sont rassemblées en fin d'après-midi devant le Palais de Justice pour manifester leur solidarité avec les inculpées. Une majorité de femmes, mais des enfants aussi et des hommes. Ils n'étaient pas seuls au rendez-vous. Les forces de l'ordre (moral !) étaient là aussi et ont empêché les troupes du Blaguebolle et du théâtre de l'Olivier de donner à ce rassemblement son véritable caractère : offensif. Quelques heurts se sont produits au cours desquels un officier de police perdit son képi. Le rassemblement se poursuit encore actuellement. Les six inculpées ne sont pas encore sorties de leur confrontation. Elles doivent tenir une conférence de presse à la sortie. Nous reviendrons donc demain sur cette affaire plus longuement. Mais d'ores et déjà les organisations démocratiques et syndicales, les organisations révolutionnaires sont convoquées à une réunion pour la mise en œuvre d'une campagne de soutien large ce jeudi à 17 heures.

Les blanchisseries de Grenelle ont repris hier matin le travail dans l'unité. Ont été obtenus des augmentations de salaires en deux étapes et selon les taux horaires, une augmentation de la prime de vacances de 100 F, 600 F de paiement de jours de grève, et la garantie de l'annulation des licenciements et des menaces contre le personnel.

Correspondant.

La Société européenne de propulsion est une boîte de l'aéronautique qui emploie 1600 personnes réparties sur trois centres

Dans l'après midi du 9 avril, un technicien d'atelier reçoit une lettre de licenciement. Le prétexte est d'ordre professionnel (la mauvaise interprétation d'une consigne d'un supérieur passée par téléphone). En fait, ce qui lui est reproché est son adhésion à la CFDT et son action pour l'amélioration de l'hygiène et de la sécurité dans le bâtiment où il travaillait (il s'était affronté à la direction qui interdisait l'accès du CHS pour certains secteurs « soumis au secret militaire »).

A la suite de cette décision, un mouvement se déclenche rapidement, organisé par la CGT et la CFDT. La direction tente une campagne d'intoxication, calomniant le licencié ainsi que les syndicats qui « paient les travailleurs pour faire grève ». Il y a eu de légers affrontements entre les grévistes et le personnel d'encadrement au début de la lutte, ce qui avait amené les travailleurs à mettre en place des piquets de grève « musclés » pour défendre la lutte.

Courrier



OHE LA LIGUE VOUS VOUS FOUTEZ DES FEMMES OU QUOI ?

Je suis militante féministe. Vendredi 21, à Marseille, meeting débat sur la femme organisé par le PC dans la plus grande salle de Marseille. On en discute dans mon groupe femmes, on décide d'aller y voir, et si possible y intervenir. Le soir du meeting, on se retrouve à cinq, il y a une bonne quinzaine de groupes à Marseille, qui fonctionnent plus ou moins bien. Sur cinq filles présentes une nana de la ligue. Je ne m'étends pas sur le contenu du meeting, c'est du déjà vu. Sauf peut-être un point qui m'a encore plus choqué que le reste. A une question sur l'oppression spécifique de la femme, le travail ménager, il m'a été répondu, entre autres que Moulinex libère la femme. Pas tout à fait dans ces termes mais « équipements ménagers perfectionnés », « gain de temps », etc. Qu'on ne voit de l'oppression de la femme que l'aspect économique, je m'y attendais mais qu'on reprenne pour la combattre les mêmes arguments que certaines grandes firmes sans remettre aucunement en cause le fait que tout cela s'adresse à des femmes et uniquement à des femmes, on a trouvé ça un peu gros.

Une grande surprise, on s'attendait à ne pas pouvoir parler, presque à trouver en face de nous le SO de la CGT de la manif du premier mai. On avait la trouille quoi. En fait non seulement on a pu parler mais on aurait pu en dire beaucoup plus; il y a eu deux interventions de membres du PC dans la salle (un homme et une femme) allant tout à fait dans notre sens, et en plus très bien reçu par la salle (applaudissements) à tel point que la brochette de la tribune, dont Madeleine Vincent, soudain mal à l'aise, a annoncé illico que la salle devait être libérée à 23 H (il était 22 H 50).

Résultat : un contact avec une nana du PC. Résultat qui aurait été possible : 10, 20 contacts.

Et c'est pour ça que j'écris. Que les femmes des groupes n'aient pas été présentes en masse c'est déjà déplorable. Mais quand on connaît le gigantesque éventail de niveaux de conscience qu'on y trouve ça peut-être s'expliquer. Mais qu'une seule nana de la ligue investisse dans le travail femmes ait pris la peine de s'y rendre, ça s'est inexcusable. Si le PC avait organisé un meeting sur le Chili ou le Portugal, on aurait eu droit aux « personnalités » de la ligue sur Marseille au grand complet, toutes prêtes à intervenir. Si Révolution ou la CFDT avaient organisé un meeting sur les femmes, pareil. Alors pourquoi pas un chat à un meeting du PC sur les femmes. Vous êtes d'accord sur les énormités qu'ils sortent sur la question ? Ou vous vous en foutez ? C'est peut-être négligeable, des dizaines de femmes et d'hommes à gagner à une véritable pratique révolutionnaire, même sur un axe essentiel de la construction du futur Parti révolutionnaire, même sur ce point ? Je croyais que le travail femmes était un axe essentiel de la construction futur Parti révolutionnaire.

Sympathisante malgré tout A.G.

vie syndicale

Dans Antoinette ce mois-ci :

LA NATALITE

Dans le numéro de juin « Antoinette » continue son enquête sur la réalité. Quelles sont les causes de cette baisse actuelle de la natalité, est ce seulement un « problème de femmes » se demande Christianne Gilles ? Car dit-elle en effet « nous ne sommes pas indifférents à ce que la population se reproduise à un taux convenable. Pour bien des raisons, mais en particulier à cause de l'espoir que nous avons de construire une société nouvelle ; et une société plus juste. Il est évident que, pour construire cette société, il nous faudra un pays jeune ». Et dans le débat plusieurs questions sont posées : est ce la travail, la contraception, ou encore le sentiment de responsabilité de plus en plus grand des parents qui sont cause de cette baisse de la natalité ? Les réponses se situent bien sûr à différents niveaux : il y a aujourd'hui contradiction entre les conditions de travail faites aux femmes, l'absence totale d'équipements collectifs, et la maternité.

Or aujourd'hui les femmes, nous dit C. Gilles « veulent à la fois avoir des enfants, jouer le rôle qu'elles ont à jouer auprès d'eux y compris d'en tirer les joies qu'elles sont en droit d'attendre, mais elles veulent aussi remplir toutes leurs aspirations... » Pour cela il faut d'une part poser « le problème du rôle respectif du père et de la mère vis à vis des enfants », défendre la contraception, augmenter « les prises de responsabilités à l'échelle sociale », et

enfin « il y a tout un mode de vie à repenser que la société actuelle ne peut pas remettre. Un mode de vie qui fera que la grandeur à donner à sa famille ne sera pas perçue en termes de sacrifices pour les parents et pour la femme surtout ».

« Enquête autour de six meurtres » car c'est bien de meurtres qu'il s'agit agi quand l'an dernier à Clérieux un atelier de la cartoucherie de Gévelot avait explosé, dénichant six ouvrières. « Antoinette » reprend le témoignage des travailleuses : « Nous n'avons plus le temps de balayer la poudre qui tombe par terre. Et pourtant c'est obligatoire de passer l'aspirateur toutes les demi-heures. Et si on ne fait pas le rendement, qu'est ce qu'il nous reste comme salaire ? On obtient tout juste le SMIC avec toutes nos primes... » Et il fallut ces six mortes pour que les primes de rendement soient supprimées, et quelques mesures de sécurité respectées...

Outre cela, un reportage sur la vie de Nicole « travailleuse familiale » sur les travailleuses du CREG qui ont gagné entre autre une augmentation de salaire de 200 F par mois à l'embauche.

« Le syndicat et l'école » sous forme d'interview toujours André Allamy répond à un certain nombre de questions sur l'enseignement, la sélection, les débouchés... Et enfin un dossier sur 36 et la place des femmes dans les grèves d'ailleurs...

26 février : 3 morts, 3 blessés graves à la Samaritaine

KING-KONG OU DRACULA ?

- La commission d'enquête mise sur pied par la CFDT dépose ses conclusions
- 21 travailleurs traduits en conseil de discipline

Le 24 février, un grave accident s'est en effet produit dans les sous-sols de la Samaritaine à Paris pendant le dégagement d'un puits obs-truë, à l'aide d'acide chlorydrique. Bilan de cet « accident » du travail : trois travailleurs tués sur le coup et trois autres gravement intoxiqués qui seront réanimés à l'hôpital. Mais la direction refusa d'évacuer les sous-sols sous prétexte « de ne pas faire baisser le chiffre d'affaire ». Résultat : deux jours après, il y eut deux nouvelles intoxications et des malaises nombreux - nausées, maux de tête, diarrhées, etc. - et la direction alléguait qu'il s'agissait là de malaises « psychiques 1 » !

La CFDT vient de publier dans « Lutter » n° 17, organe CFDT de la Samaritaine, des éléments des conclusions de la commission d'enquête mise sur pied après cet accident.

On se souvient que King Kong était le support d'une récente campagne publicitaire, mais c'est bien plutôt le visage de Dracula que ce magasin présente pour ses employés.

masques, la manche à air du système d'aspiration devait être installée en hauteur en « cheminée d'appel », de l'air devait être insufflé pendant l'exécution des travaux...

Faire la lumière

La CFDT a mis sur pied une commission d'enquête avec des travailleurs d'autres grands magasins, des médecins, des avocats, etc.

Dans le premier bilan publié, on peut lire : « Il faut savoir que les accidents à la Samar ne sont pas des faits exceptionnels, au contraire, ils font partie du quotidien. Au cours de l'année 1975, 248 accidents du travail ont été déclarés à la Sécurité sociale, dont 48 ont nécessité un arrêt de travail de plus de 21 jours, 144 ont entraîné une incapacité temporaire et 8 une incapacité permanente. A cela s'ajoutent les accidents dont ont été victimes les travailleurs saisonniers, démonstrateurs, extras et intérimaires (au total, 1096 accidents du travail ont été enregistrés)... »

1 « ...La commission d'enquête observe que : les mesures de sécurité n'ont pas été respectées, les ouvriers devaient porter des

Ce n'est pas une situation exceptionnelle

Les conditions des travailleurs du commerce et des grands magasins en particulier sont à peu près les mêmes partout : « ...Les mauvaises conditions de travail, les bas salaires sont pour les directions des grands magasins aussi logiques que les coûteuses campagnes publicitaires : il y a ce qui est rentable et qu'il faut payer à son juste prix (la pub) et puis il y a les « économies » que l'on fait sur le dos et aux dépens des travailleurs... »

« ...D'une façon générale, le manque d'effectif est une cause très importante de dégradation des conditions de travail (maladie + accidents) il justifie aussi la polyvalence de plus en plus demandée aux travailleurs (vente + petite manutention, ou magasinier + réceptionnaire, comme aux Galeries Lafayette).



Les institutions au service du patronat

La commission d'enquête ouvre également le débat sur la médecine du travail, son rôle, son mode d'examen, d'analyses, son ignorance (?) des conditions concrètes des travailleurs, son souci constant de rentabilité et d'économie. Ainsi, rapporte la commission d'enquête, on a remplacé à la Samaritaine les radiographies (plus efficaces et moins dangereuses) qui coûtent 50 F chacune, par les radiophotos qui ne coûtent que 5 F.

De quel côté est-il donc ce médecin, demande le rapport, pour déclarer : « L'aération, le chauffage, l'éclairage, l'insonorisation des locaux sont satisfaisants... » Alors

que les travailleurs sont toute la journée dans le bruit, la lumière aveuglante, la musique, pour les uns, les vapeurs d'essence, les sous-sols poussiéreux pour les autres.

La justice aussi est remise en question sous la plume de H. Leclerc qui dénonce la modification de la loi sur la responsabilité du chef d'entreprise en cas d'accident du travail, pourtant appliquée de façon bien légère, pour en faire une responsabilité informelle de l'entreprise. Aujourd'hui, conclut-il « la justice, même s'il y a eu quelques exceptions, reste dans son ensemble l'auxiliaire du pouvoir et c'est aux travailleurs eux-mêmes qu'il incombe de savoir se battre pour faire respecter leur sécurité et leurs libertés. »



NICE LE GEANT DES GRANDS MAGASINS PARALYSE

● Depuis vendredi, les 1300 employés du plus grand magasin des Nouvelles Galeries, Cap 3000, sont en grève à environ 80 %, à l'appel de leurs syndicats CGT et CFDT. Pour obtenir 200 francs pour tous, l'augmentation des effectifs, l'unification des grilles de salaires, le paiement des journées de grève, l'application des horaires 9 H 30 à 18 H 15 pour les caissières de l'alimentation, etc...

Samedi, les grévistes ont bloqué l'accès des rayons alimentations avec des barrages de caddies, et, depuis lundi, l'ensemble du magasin. La lutte est menée d'une façon particulièrement unitaire, ce qui est très positif pour le département. Cela est dû en partie au fait que la CFDT est majoritaire dans la boîte. Certains travailleurs se balladent avec un badge de la CGT et un autre de la CFDT en disant : « c'est la même chose ».

Samedi matin, le secrétaire de l'UD CGT est venu et a expliqué qu'il fallait reprendre le travail. Il s'est fait hué et n'a plus réapparu. Le mouvement est dans une période charnière, la direction n'ayant cédé que des brouilles, joue le pourrissement. Ce qui lui revient cher. Rien que samedi dernier, elle a perdu 120 millions anciens dans l'alimentation. Le problème de la généralisation à l'ensemble du groupe se pose.

Correspondant

TRIBUNE des luttes

Lettre ouverte au secrétariat d'Etat à l'immigration.

Monsieur le Ministre

Dix membres mandatés du Comité de coordination, des journalistes et des avocats, viendront négocier vendredi 11 juin, à 18 heures 30, sur la plate-forme revendicative du Comité de coordination des foyers en grève, au siège de la Sonacotra.

1 - Sur les revendications à court terme.

2 - Sur les revendications à long terme.

Nous souhaitons une négociation globale et définitive. Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos salutations distinguées.

Le Comité de coordination des foyers Sonacotra en grève.

Communiqué CGT-CFDT du personnel de la recherche agronomique de Versailles

Les personnels administratifs des centres de recherche dépendant de l'Institut national de la Recherche agronomique, sont en grève pour une très grande majorité depuis le 18 mai. Les administratifs, personnel féminin à 96 %, demandent la parité de situation, de rémunération, et de promotion avec les techniciens du même statut. Une étape avait été franchie en février, la direction générale s'engageant à augmenter la valeur de 25 % pour les petites catégories (prime qui correspondrait à un treizième mois déjà obtenu par les techniciens).

Fin avril, la direction générale est revenue sur ses promesses. Afin d'obliger la direction à tenir ses engagements, les administratifs entament ce jour leur neuvième jour de lutte après une grève nationale de soutien de l'ensemble des travailleurs de l'INRA qui a eu lieu le 25 mai, avec manifestations à Paris et en province.

Les syndicats nationaux CGT et CFDT du personnel de la recherche agronomique (INRA-CNRA), route de Versailles. 78000 Versailles.

Centre psychothérapeutique de Thuir

LA DIRECTION MONTRE LES DENTS

Le centre psychothérapeutique de Thuir est en lutte depuis des mois déjà. La direction a cherché l'épreuve de force contre une équipe syndicale forte et déterminée. Début avril elle déposait une plainte contre 14 militants syndicaux pour occupation des locaux administratifs, elle n'hésitait pas à appeler à chaque reprise les flics. Maintenant ce sont 21 travailleurs qui passent en conseil de discipline. Une direction bien musclée...

Depuis lundi, le conseil de discipline du centre de Thuir siège pour juger 21 travailleurs. Les accusations portées contre eux se résument au fait qu'ils sont responsables syndicaux ou susceptibles de l'être et donc responsables de l'agitation de ces derniers mois. La lecture des chefs d'inculpation est d'ailleurs révélatrice.

Le directeur « accuse » l'un des responsables CFDT d'un article paru dans l'Indépendant : « Je suis fondé à soutenir que vous n'avez pu être étranger en aucune manière à la rédaction, à la diffusion, ou bien encore à la publication ! »

« Dans une pétition datée du 16 octobre 1975 que vous avez signée... » (avec 200 autres personnes) mais la principale accusation est édifiante : occupation du hall administratif. Tous les prétextes sont bons pour décapiter une équipe syndicale qui a largement fait ses preuves.

Les travailleurs se sont mis en grève lundi à l'appel de la CGT et de la CFDT. FO a refusé de s'y associer préférant tenter de faire plier Grégory, président du centre, président du conseil de discipline (et donc juge et partie) en... bouffant avec lui.

Les syndicats se sont battus dès le premier jour pour assurer une défense collective et publique, ce qui leur fut refusé. Lundi après-midi un meeting de solidarité s'est tenu devant le centre avec des délégations des travailleurs de la Santé du département et de la Limoux, la présence d'une responsable départementale Santé CGT, et de Mousel, secrétaire national du PSU, car sept militants de son organisation sont parmi les inculpés.

Les verdicts ont commencé à tomber ; l'ensemble des sanctions sera connu ce soir.

Correspondant Perpignan.

PONT-A-MOUSSON (FUMEL)

1976 : DEJA DEUX MORTS

● Il y a à peine un mois un ouvrier trouvait la mort sur un chantier. Mardi 1^{er} juin, un autre ouvrier était tué au travail. Il était OS métallo et on lui fit démolir une voûte, sans aucun respect des normes de sécurité. La voûte s'est écroulée sur lui. Il est mort pendant son transport à l'hôpital. Pour économiser le prix d'une entreprise de démolition, la direction a tué une nouvelle fois. La CGT et la CFDT appellent à une grève de 4 h aujourd'hui jeudi, et pour dénoncer les conditions de sécurité et participer aux obsèques. Le patron a annoncé qu'il paierait les 4 h à ceux qui s'inscriront « non-grévistes ».

Correspondante

● Après 5 semaines de grève les employés de l'agence Gambetta ont repris le travail lundi 31 à 17 h après avoir obtenu pour la première fois à la BNP les propositions d'augmentation individuelle pour la totalité du personnel de l'agence. Leurs jours de grève sont payés à 75 %. Le personnel reste mobilisé, le comité de grève s'est transformé en comité de défense des acquis afin de faire respecter les engagements de la direction.

Correspondant

L'épilogue de la grève étudiante

QU'ONT-ILS FAIT DES EXAM'S ?

Ses nouveautés, son animation, sa démocratie, ses revendications (Rouge des 28 et 29 mai)... Reste le dernier volet de la grève étudiante : la bataille des examens.

Sans aucun doute, le bilan est controversé. Dans telle assemblée générale de la faculté de Lyon-Bron, une étudiante lance, visiblement en colère : « A quoi s'amuse-t-on ici ? à aménager les examens. » Tel étudiant aixois trouve que « la bataille a été menée trop tard ». A Montpellier, les campus de Lettres et Sciences qui se côtoient, renvoient deux sons de cloche : dans le second, la grève est arrêtée après que les revendications sur le déroulement des épreuves ont été acceptées alors que, dans le premier, une AG se tient, minoritaire, pour organiser « militairement » le boycott.

Pas de victoire centrale

Alors qu'en est-il ? La dernière coordination nationale étudiante, réunie à Lyon les 5 et 6 mai, avait, dans sa motion majoritaire, à la fois proposé des « formes collectives d'examen » et dressé une liste d'exigences : semaine nationale de passage des épreuves en juin ; deux sessions, en juin et en septembre ; pas de cours de rattrapage ; pas de pénalisation pour fait de grève ; et la validation automatique des enseignements qui n'ont pu avoir lieu.

Pour en élaborer plus précisément le déroulement, elle proposait des assemblées générales par UER avec les enseignants, établissant les programmes ainsi que la mise en place de commissions paritaires mixtes étudiants-enseignants, « chargées de contrôler les programmes et les modalités ». Une plate-forme détaillée que le collectif national était chargé de présenter à Saunier-Seïté pour qu'elle y « réponde publiquement ». Que cette rencontre n'ait pas eu lieu, que ces questions n'aient pas réellement donné lieu à une empoignade revendicative nationale, que des exigences nationales aussi décisives que les deux sessions ou la semaine nationale d'épreuves - pour empêcher tout report en septembre - n'aient pas dépassé la proclamation de principe... tout ceci est, au fond, compréhensible. Resté inébranlable sur l'abrogation, ne voulant pas paraître esquiver l'once d'un recul, le pouvoir n'allait pas changer du tout au tout son attitude par rapport aux examens.

Il pouvait dénoncer les « grévistes minoritaires » puis négocier avec leurs représentants la sanction de l'année universitaire. L'impasse était réelle. Ce n'était donc pas tout à fait

repli localiste que d'affirmer alors que l'issue de la bataille des examens dépendait en grande partie des rapports de force locaux.

Où l'on cause valeurs

Le mouvement étudiant n'est pas pour autant innocent de toute critique, lavé de toute faiblesse. Car, au-delà de ces difficultés objectives, il est indiscutable que discussions et explications autour des examens sont venues tard. Par peur, semble-t-il, en abordant un tel sujet, de paraître brader la grève, envisager sa fin, la plus honorable possible.

Il en est résulté deux conséquences : d'abord, les étudiants en grève n'ont pas assumé de réponse de fond au chantage à la valeur des diplômes. Dépend-elle, comme le prétendent tous ceux qui s'identifient à l'institution universitaire, de la formation reçue, de son ampleur, de sa durée ? Ou au contraire, comme le prouve la réalité, n'est-ce pas le marché du travail qui est, en dernier ressort, l'arbitraire de cette loterie ? Des étudiants ayant terminé leurs études et pouvant devenir enseignants ne se retrouvent-ils pas chômeurs, quelle que soit la « valeur » de leur formation ? Ce débat a rarement eu lieu. C'est dommage. Car ne pas s'engager sur une voie d'amendement des examens, de réforme d'un instrument toujours sélectif quelle que soit l'apparence, en dépendait. Il fallait dissocier les exigences sur le contenu de la formation, des revendications conjoncturelles, débouchés d'une mobilisation ayant pour but d'empêcher une répression sournoise, par la sélection, par l'échec.

comment contrôler ?

Seconde conséquence de la faiblesse des débats : l'insuffisante institutionnalisation du contrôle sur le déroulement des épreuves. Souvent, une fois la grève arrêtée, les étudiants sont restés les mains vides, sans arme pour veiller au respect de leurs engagements par les administrations. D'autant plus, comme le soulignent des étudiants en Sciences brestois, que les mandarins, une fois à l'œuvre dans les jurys, « se moquent des décisions prises imposées au conseil d'UER par la grève ».

La comparaison entre deux villes comme Lyon et Aix est sur ce plan édifiante. Dans la première, la situation n'est pas brillante. En Sciences, les cours sont prolongés

jusqu'au 11 juillet. A Lyon 3, une étudiante « espère que les enseignants d'eux-mêmes ne tiendront compte que du programme d'avant la grève ». Et à Lyon 2, en Lettres, de curieuses commissions paritaires ont été impulsées par l'administration : leurs membres sont élus par l'ensemble des étudiants et des enseignants, qu'ils aient été grévistes ou non. En revanche, à Aix, en Lettres, des délégués de vigilance ont été élus avant l'arrêt de la grève et une « commission centrale d'examens » mise sur pied.

Rassemblant des enseignants du SNESup et des représentants de la grève, elle suit l'ensemble du déroulement de l'affaire : position du conseil d'UER ; attitude de tels enseignants « agissant en opposition avec les principes non répressifs qu'ils avaient voté dans leur syndicat, leur AG ou leur conseil » ; négociation avec le conseil d'université. Des commissions paritaires élues dans les départements l'appuient.

Ainsi il a été obtenu qu'il n'y ait pas de rattrapage, pas d'examen après le 30 juin, et un allègement des programmes. Un de ses tracts rappelle également les « dispositions légales » : « Tout oral doit être public, une double correction des copies peut être demandée, il ne peut être pris prétexte d'une diminution du nombre des semaines de cours pour refuser d'organiser un examen. »

Montpellier

CHASSE AUX SORCIERES

Deux étudiants arrêtés mardi dernier à Montpellier au cours des incidents ayant opposés étudiants et CRS à propos des examens, viennent de passer en jugement. Bien que niant les faits qui lui étaient reprochés, Laforgue, étudiant mais aussi acteur du Théâtre à emporter, a écopé d'un an dont quatre mois ferme, ayant été reconnu par trois CRS, une heure après les incidents (!), sous prétexte qu'il portait un « anorak rouge ». Raffanel quant à lui a vu son jugement reporté à huitaine. Hier matin, d'autre part, un étudiant particulièrement actif dans la grève a été arrêté pour supplément d'enquête. Montpellier vit en ce moment après la grève étudiante un véritable climat de chasse aux sorcières.

Il reste donc une situation diversifiée. En général, des modalités favorables aux étudiants ont pu être imposées, ainsi à Brest à Rouen en Droit, à Nantes, à Perpignan, à Montpellier en Sciences, à Aix, dans des départements et par UV dans d'autres endroits.

Le Secrétariat d'Etat n'a pas osé s'opposer à l'ensemble de ces « irrégularités » (de son point de vue). Il a fait néanmoins quelques exemples. Ainsi, fidèles au télé ministériel les en enjoignant, eds recteurs ont cassé la décision de conseils ayant accepté les propositions étudiantes. Ce fut le cas à Amiens. Parfois - ainsi à Rennes - c'est le conseil d'université lui-même, jugeant qu'il n'y a pas eu assez d'enseignements, qui a reporté les épreuves au mois de septembre. Premières ou secondes sessions, ces examens de la rentrée seront donc inévitablement l'occasion d'une nouvelle des « exams ».

J. Krasny

Après la rencontre des « structures de lutte »

RETOUR SUR LYON

Près de 200 personnes, une vingtaine de villes, une cinquantaine de comités représentés... la rencontre, à Lyon, les 29 et 30 mai, des structures de luttes étudiantes unitaires n'a pas rencontré le succès qu'on aurait pu attendre après trois mois de grève étudiante. Certains obstacles objectifs l'expliquent : les examens, la fin d'année, la fatigue après un long mouvement... Mais une préparation inégale est aussi en cause : même les militants de la LCR, qui soutenaient dès le départ cette initiative, n'y ont pas consacré dans toutes les villes l'effort nécessaire.

Car, pourtant, appelée par les différents comités de lutte et d'action des facultés lyonnaises, elle répondait à un besoin réel, elle rentrait en écho avec une évolution véritable au sein du mouvement étudiant. Au delà des seules forces rassemblées conjoncturellement, ceux qui étaient présents sont l'expression à l'université, reflétant l'actuel processus de recomposition du mouvement étudiant.

Cela reste partiel. Mais nombre de structures venues à cette rencontre illustrent l'aspiration des étudiants à se doter des instruments nécessaires à un combat unitaire et permanent. Ce sont les comités de lutte brestois, organisant plus de 200 personnes dans les facultés

largement un accord entre tel et tel courant. L'analyse du milieu, les mots d'ordre qui y correspondaient : les salaires et allocations d'études, le mouvement à construire ont été abordés. Un cadre général commun est apparu : construire un courant syn-



de sciences, lettres et droit. Ce sont les comités de lutte de l'Insa à Toulouse qui ont déjà élaboré une plate-forme de revendications et un texte sur le mouvement étudiant à construire. Ce sont les comités de lutte des IUT parisiens, organisés dans une coordination permanente, publiant un journal régulier. C'est enfin une large liste de comités : Villetaneuse, Orsay, Censier, Montpellier, Toulon, Rouen, Le Havre, Aix, Pau, Le Mans, Lyon... qui traduisent un phénomène plus profond : l'émergence de structures de luttes permanentes contre la loi des patrons à l'université et son caractère de classe, aux côtés de l'auto-organisation des étudiants en grève.

Renouer un fil interrompu

A l'apparition de nouvelles générations à l'université, à travers les formes de lutte démocratiques qui ont prévalu ces derniers mois, correspond une recomposition politique et syndicale. En effet, immédiatement après 68, le mouvement étudiant a éclaté, se divisant et se cartellisant autour de divers courants politiques. Les luttes qui suivirent, contre le projet des CFPM (1972), les DEUG (1973), les décrets Fontanet (1974), ne purent malgré l'affirmation croissante des comités de grève et des coordinations nationales, dégager les éléments d'une recomposition du mouvement étudiant. Cette année, la grève générale étudiante les a fait apparaître. Des débats au sein de l'UNEF (renouveau) sur la nécessité d'un mouvement unitaire, aux discussions de Lyon, en passant par les tentatives avortées de Comités Unitaires de Bases créés par l'AJS-OCI, toutes les tendances essaient de répondre à ces questions. Les débats qui traversaient l'UNEF des années 60 et de l'après mai réapparaissent aujourd'hui sous un jour nouveau.

Ebauche d'un débat

En ce sens, malgré les limites de la rencontre de Lyon, elle a introduit un fait décisif : une discussion deux jours durant entre des courants politiques et syndicaux, tels que la LCR, le PSU, le Mas, et certains du PS, et des étudiants inorganisés. Seuls Révolution et la GOP s'en exclurent, quittant par infantilisme sectaire, la salle dès le début. Un débat primordial, s'il débouche sur un travail en commun, s'il stimule une dynamique unitaire qui dépasse

dical pour les uns, politico-revendicatif pour les autres (la terminologie importe peu) contre les plans capitalistes à l'école pour l'unité du mouvement étudiant, sa liaison avec le mouvement ouvrier. Certes des divergences subsistent. L'analyse du milieu et des mots d'ordre qui y correspondent : salaires ou allocations d'études, statut de travailleur en formation... ? Quelle conception de l'unité : réduite à l'unité d'action ou, sans illusion, vers une recomposition du mouvement, par la bataille pour un mouvement unitaire ? Quels liens avec le mouvement ouvrier : faut-il malgré la division syndicale, privilégier telle ou telle centrale, en l'occurrence la CFDT, ou proposer l'unité d'action avec l'ensemble des organisations syndicales et ouvrières.

Un débat qui commence. Qui pourrait continuer en direction d'un mouvement de masse unitaire. Pour cela, la LCR, le PSU et le MAS doivent prendre leurs responsabilités. La rencontre de Lyon appelle à multiplier les comités unitaires. La coordination parisienne des IUT est mandatée pour publier un journal de bilan de cette initiative. Et, avec les comités lyonnais, elle l'est aussi pour préparer une prochaine rencontre courant octobre. Ainsi, à la base, cette discussion pourra se poursuivre.

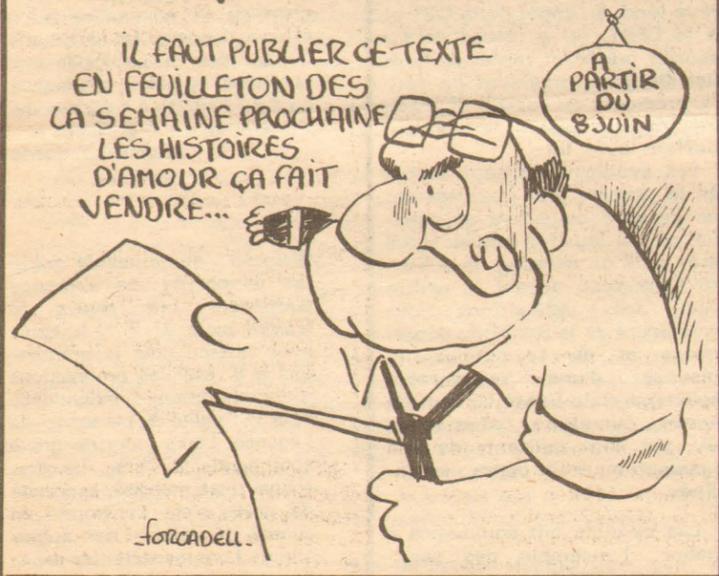
RECTORAT ENVAHI

Un rectorat occupé : c'était celui de Créteil, hier 2 juin au matin. Il s'y tenait la séance inaugurale pour le renouvellement des « délégations », c'est-à-dire des postes pour les maîtres auxiliaires, en présence du recteur. Les non-titulaires en lutte, le comité des MA chômeurs et le SGEN de Créteil avait appelé à manifester (Roige du 2 juin). Ils étaient une cinquantaine et ont envahi la salle de réunion durant une heure. Ils ont exigé des garanties alors que les 850 licenciements sont prévus et que 430 postes sont en heures supplémentaires. Le recteur a accepté de les recevoir vendredi 4 juin. Permanence du comité : Tous les mercredis, Jussieu, tour centrale, bureau 412, de 10 h à 18 h. Tel 336 25 25 poste 56-58

LE P.D.G de ROUGE DÉCLARE :

IL FAUT PUBLIER CE TEXTE EN FEUILLETON DES LA SEMAINE PROCHAINE LES HISTOIRES D'AMOUR ÇA FAIT VENDRE...

A PARTIR DU 3 JUIN



FORCADELL

COURSE TRANSATLANTIQUE

LES INDUSTRIELS SERONT AU DEPART A PLYMOUTH

Cent quatre vingt dix huit bateaux devraient prendre le départ de la cinquième course transatlantique en solitaire le 5 juin prochain, organisée par le Royal Western Club of England, patronnée par le journal *Observer*. C'est un chiffre record de participation qui correspond à la popularité de la course et surtout de l'intérêt qu'y ont vu les industriels toujours avides de participer à une grande opération publicitaire.

Cette année, pas moins de cinquante marques apportent leur soutien à un ou plusieurs concurrents ; pour ceux-là trouver un appui signifie la certitude de pouvoir armer correctement un de ces couteux voiliers. En effet, si l'on en croit Tabarly, il faut compter 300 millions d'AF pour équiper un navire qui ait quelques chances de l'emporter...

Une aide en fonction du palmarès

Et si la course en elle-même est un support publicitaire, les concurrents eux-mêmes selon leur célébrité, constituent de plus ou moins bons hommes-sandwiches : Tabarly, Colas, Terlain ou d'autres sont assurés de rencontrer le meilleur accueil. Les autres, par contre avant d'envisager de prendre le départ ont une première course à gagner : celle de l'argent.

En contrepartie de leur aide certaines sociétés commerciales désirent donner le nom de leur produit au bateau. L'impact auprès du public devient un véritable maquillage, une forme de publicité clandestine à laquelle il est difficile d'échapper.

A boire et à fumer

Ainsi à Plymouth on relèvera entre autres des voiliers nommés *Gauloises*, *Kriter III*, *Nova*, ou *Aktel France*.

L'explication de la régie des tabacs (SEITA) est sans fard : le délégué parisien de la publicité explique que « c'est le premier bateau suisse barré par un suisse, donc nous devrions obtenir de meilleures retombées publi-



citaires que si nous avons misé sur un voilier français » Le but de l'opération est de promouvoir la vente de la cigarette « Gauloise » en Suisse, le bateau a été financé par la filiale helvétique de la SEITA.

Les vins mousseux Kriter ont désormais l'habitude des courses maritimes, aussi leur langage s'est-il chahié : il s'agit de mettre « à la disposition de ceux qui le désirent un instrument capable de porter bien haut le pavillon français », la publicité n'est pas oubliée, dit l'attaché de presse, mais la société s'efforce de la « rendre utile ». Aussi c'est le navigateur J-Y Terlain, la malchanceux de la course précédente, qui sera à bord du Kriter III. La même société patronne un second navire, le « patriarche ». Pour les deux concurrents, elle prétend avoir dépensé 770.000 F, mais le programme publicitaire lui-même reste à financer : « si

cette course représente un appui intéressant de propagande, elle ne peut remplacer la publicité traditionnelle. Cette forme d'action permet de donner une image de marque aimable, de faire connaître son nom »...

Pot de yaourth

Pour sa part la coopérative laitière de Ploudaniel, dans les côtes du nord s'est laissée convaincre par E. Riguidel pour un budget de 100.000 F. Résultat immédiat : le voilier s'appelle « Nova » du nom des yaourths. Si la coopérative a fait ce choix c'est, déclare son directeur « parce que la voile et les activités nautiques sont très pratiquées en Bretagne. Comme les activités de la société couvrent les quatre départements bretons il nous a semblé avec ce patronage faire œuvre utile pour la voile et

par là même pour nos produits laitiers frais. » Une logique irréfutable. Après la course, le voilier effectuera une tournée publicitaire des ports bretons ; des posters, des vignettes armeront la campagne.

La maison allemande des vêtements Ackel qui cherche à s'implanter en France offre à Gilles Vaton qui courra sur le « Ackel France » une association de services. Vaton n'aura qu'à porter les vêtements et la démonstration des « authentiques qualités de confort et d'agrément de ses produits » sera faite. La société a ainsi versé au moins 120.000 F.

Seuls une vingtaine de riches armateurs se présenteront avec les moyens du bord, sans le moindre espoir de gagner d'ailleurs. Ceux qui se crévent les yeux pourront y voir une merveilleuse aventure. Et que le meilleur gagne !

P. Verdon

Parigos en campagne...

QUATRE PETITS JOURS DE VACANCES ET PUIS S'EN VONT

Un matin, après une nuit passée dans un train surpeuplé à faire la courbette au contrôleur pour obtenir un bout de couchette, on arrive à Menton, pas vraiment frais. Il y a des oranges et des citrons sur les arbres, ça fait toujours son petit effet...

Mais on n'est pas là pour rigoler : quatre jours de vacances pour 24 H de train, il n'y a pas une minute à perdre ; quelques nouveaux tea-rooms, et encore l'architecture 1900, celle des Anglais, qui en prend un coup dans l'aile au profit du béton ; béton sur fond de mer, c'est l'or du pays.

Le lendemain matin, pas trop tôt quand même, c'est promenade à pied. On attend le bus pour monter à pied d'œuvre dans l'arrière pays, et on se sent un peu déplacé : dans la queue la moyenne d'âge, c'est 65 ans. Godasses passées au blanc d'Espagne, chaussettes immaculées et chapeau léger, tout ce petit monde sent la vieille France en retraite, celle qui vit plutôt à l'aise ; il est vrai que le moindre deux pièces à la demi-saison, ici, ça va chercher dans les 1000-1500 Francs... sans parler des restaurants et des glaciers aux prix prohibitifs. Sur la route étroite et sinueuse, c'est l'émotion chaque fois qu'on

croise une bagnole : on frôle de si près le précipice... Par définition, les autres, ceux qu'on croise, conduisent mal et dangereusement ; et dans le bus, on fait corps et les remarques aigres et anxieuses fusent. Les vieux sont des gens angoissés... le chauffeur a l'habitude, il se marre doucement et prend ses virages au couteau.

Depuis des mois on n'avait pas quitté Paris, on avait oublié que les fleurs poussent ailleurs qu'en pots et qu'on peut fouler autre chose que l'asphalte sans dommage. Des odeurs reviennent : familières dans la petite enfance, enfouies depuis. Au bout d'une heure de grimpe, ça commence à tirer sur les mollets, à brûler un peu dans les poumons. On se promet de laisser tomber les Galias et de faire son petit cross au Parc de Sceaux une fois par semaine au moins... promesse d'ivrogne à laquelle la vie courante aura vite fait de faire la peau.

A la descente, une surprise, désagréable. L'autoroute Gènes-Nice est là, toute en viaducs et ouvrages d'art qui saccagent complètement le paysage. Elle est partout, envahissant collines et villages de l'immédiat arrière-pays. Des villas, des maisons neuves des gens du pays, naguère noyées dans la ver-

ture, se retrouvent en tête à tête sonore avec les bagnoles et les camions ; le massacre est de taille. Nous n'avons pas souvenir que la population locale ait mené bataille contre ce safari bétonné : pourquoi ?

la suprise se prolonge lorsqu'on arrive en bas et qu'on découvre-Menton côté prolo : le long des vallées du Caré et du Borrigo, deux ruisseaux qui en atteignant la ville se ruent en égouts, bien à l'abri des regards des estivants, c'est un chef-d'œuvre d'urbanisme sauvage : HLM plantés sur terre-plein de gravats, briquetteries et cimenteries puantes, décharges publiques : c'est là que vivent les travailleurs, beaucoup d'immigrés, italiens surtout, nord-africains aussi, ceux qui construisent les palais de béton au bord de la mer...

Ce n'est pas dans ces quartiers que l'on trouverait les très belles affiches que le sénateur-maire de Menton, Palméro, un copain de Médecin, a fait placarder un peu partout dans le Menton des touristes : « Avoir une poubelle qui déborde, c'est mépriser son prochain » et « tel maître, tel chien » avec photos à l'appui : un immigré ramassant les ordures sur le trottoir et un monsieur en costard

laissant son chien déféquer impunément sur le trottoir !

Le lendemain, c'est la petite expédition rituelle en Italie où Martini et godasses s'acquièrent à des prix raisonnables. Dans l'autocar, sitôt la frontière passée, un groupe de Dupont-Lajoie se déchaine : « regarde, ces italiens, ils ont tous du ventre ! » « c'est moins beau que chez nous » « regarde, ils écrivent *farmacia*, c'est vraiment pas dur l'italien ! » etc... Curieusement aucun d'entre eux ne semble même voir les affiches qui constellent le parcours : affiches politiques qui évoquent les prochaines élections générales en Italie. Regard sélectif et chauvin. Dans les rues de San Rémo, c'est l'invasion : au point que quand on entend parler italien on sur-saute !

Encore deux ballades et quelques achats et c'est fini, re-train et boulot. On n'a même pas eu le temps de se baigner ! A peine le temps de jeter un dernier regard sur l'escorte de l'US Navy qui mouille au large de Menton (on n'est pas sorti de l'OTAN ?) et rideau. Ce qu'il y a de bien avec les vacances, c'est que ça ne dure jamais trop longtemps.

les temps modernes

320 PROFS DE GYM DENONCENT LE CIRQUE OLYMPIQUE

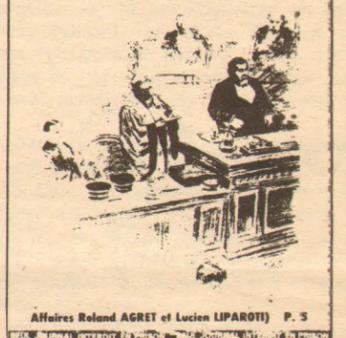
A la veille des Jeux Olympique de Montréal, 320 enseignants d'éducation physique se sont réunis sur un appel « à la jeunesse et aux travailleurs pour une réflexion critique ». Ils expliquent notamment : « le gouvernement concentre tous ses efforts pour la promotion de quelques-uns, et laisse la masse des travailleurs dépourvue de moyens pour pouvoir disposer librement de son corps ; et que la priorité soit accordée à une pratique d'activités physiques pour tous. La compétition sportive systématisée conduit, non pas à la pratique d'activités physiques pour tous, mais à la sélection des meilleurs. Nous refusons cette conception élitiste (...) Nous refusons la notion (...) du nécessaire dépassement de soi qui conduit directement de nombreux champions à utiliser doping, anabolisants, à un sur-entraînement dangereux pour la santé, voir pour la vie (...). Nous refusons cette image restrictive du progrès, selon laquelle gagner un centième de seconde ou un centimètre serait un source de bonheur (...) pour l'homme.

Le champion n'est plus qu'un sujet docile, un robot, parfois un cobaye dans les mains de ses dirigeants-soigneurs. (...) On nous dit que les J.O. sont un rassemblement fraternel des peuples du monde. En fait ce sont des Etats qui concourent par champions interposés, (...) les populations trouvant derrière leurs champions une cohésion nationaliste et chauvine. » Ainsi « on cherche à reléguer au second plan les problèmes sociaux ». Le texte a été diffusé et présenté à la presse à une conférence des signataires qui s'est tenue hier à la Sorbonne. Pour tous renseignements, signatures, prises de contact : Danièle Pardour, 66 rue du 11 Novembre, 94700 Maisons Alfort.

● Malgré les tentatives du pouvoir d'en interdire la diffusion, *La cigogne en rogne*, film réalisé par le comité de soldats de la BA 705 de Tours sera projeté ce soir à 19 h à la faculté de Jussieu. Rendez-vous sur le parvis de la fac.



LES ASSISES : UNE JURIDICTION SANS APPEL

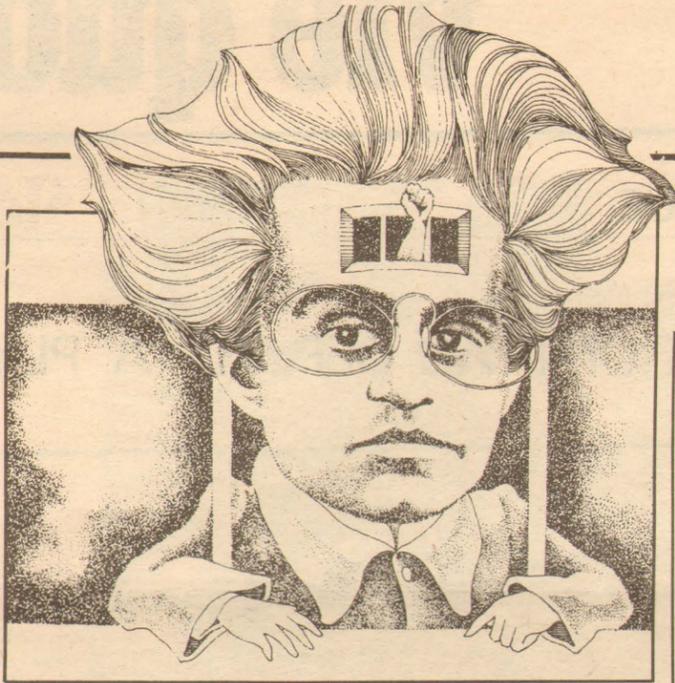
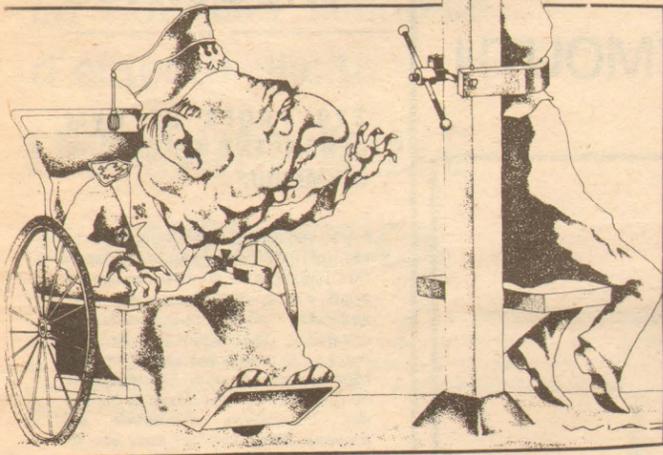


Affaires Roland AGRET et Lucien LIPAROTI P. 3

● A la suite de l'occupation du consulat d'Iran à Genève (centre de la SAUAK en Europe) 13 membres de la CISNU (Confédération des Etudiants Iraniens) ont été arrêtés par la police suisse. Exigeons leur libération immédiate !!

● Coordination des groupes femmes de quartier et d'entreprise de Paris-région parisienne le 4 juin à 19h, Jussieu pour déterminer les modalités de reprise en charge de l'activité du MLAC et élire un collectif.

Wiaz



LE SOLEIL ET LE RUISSEAU

En attendant le grand soir... Wiaz. Préface de Michel Foucault. DENOËL.

On les connaît bien les dessins de Wiaz, condensés d'événements à portraits, charges des personnalités du moment. Les Editions DENOËL ont pris l'initiative de réunir certains d'entre eux en album. Ça s'appelle *En attendant le grand soir*. Ça vaut place qu'un rapide coup d'œil.

Car, à être feuilleté planche par planche, isolés de leur « support » journalistique, dégagés de l'actualité qui les a suscités, ils prennent ces dessins, une force nouvelle. D'où un curieux paradoxe. Ces trognes de gangsters, ministres ou chefs d'Etat, dont beaucoup ont déjà rejoint leur place légitime dans les poubelles de l'histoire, les voila qui resurgissent, pris sous la plume méticuleuse de Wiaz, retenus par elle, mais aussi gagnés à une sorte de postérité.

Impressionnante galerie de crânes que celle épinglée. Séquences d'un vieux monde en déroute dont les tenants se débattent. Wiaz n'illustre pas, il fige et compose à partir d'un geste suspendu. Franco à l'agonie tend une dernière fois une main crispée, avide, vers un garrot. Gerald Ford rit au lendemain des bombardements d'avril 75. Spinola dans sa chaloupe-casque rame dans une dignité sans espoir au milieu d'une tempête déchainée. Kissinger,

sourire gêné, cherche à vendre son tapis-dollar aux émirs... Leurs gueules : faites autant d'horreur que de grotesque.

Autre chose surgit

En attendant le grand soir. Le titre est plus que justifié. On sent le Wiaz agacé de dresser le portrait des tristes sires qui nous encombre. Il fait donc, de page en page, surgir autre chose. Au détour d'une page. Lénine fébrile mais vaguement souriant arrache un à un les feuillets de son calendrier. Jusqu'à octobre. Du large front de Gramsci emprisonné surgit le poing levé. La barbe du Che grouille de guerilleros. Et puis Miller et son sexe-stylo, et London qui écrit, lui avec un couteau.

Le grand soir ?

Le grand soir ! Il ne s'annonce pas vraiment dans les petits pas guillerets de Berlinguer-Marchais (pardon : Romulus-Rémus) s'éloignant d'une louve à la gueule de Brejnev ; ni dans un Marchais PDG grattant la tête devant la courbe de popularité descendante de son parti. Il serait plutôt du côté de ce Vietnamien qui balaie tranquillement devant sa porte, et éloigne un fantastique amas de

matériel de guerre US, de bouteille de coca, de dollars. Il serait plutôt, Wiaz ne nous en voudra pas de le noter, du côté de ce personnage qu'il représente une fois harangant des troupes... tandis qu'une scie découpe le sol sous ses pieds, et, quelques pages plus loin marchant, clochard tranquille, un baluchon sur une épaule et un lapin sur l'autre : Léon Trotsky.



Un dernier mot. Sur le style propre de Wiaz. Dans sa préface, Foucault analyse sans qu'il soit besoin d'y rajouter quoi que ce soit : « Au trait traditionnel Wiaz substitue le point, le nuage de points. Comme si le trait inclinait trop soit au schématisme de la caricature soit à la gravité immobile du portrait. La nuée de points, c'est le brouillard, c'est la forme mais sans éternité, c'est le relief avec les om-

bres et avec les creux, mais sans consistance : bonhommes de brume comme il y a des bonhommes de neige. Le monde endormi a rassemblé les brumes pour former ces figures de cauchemar : elles sont sans profondeur ni secret ; elles ne sont rien d'autre que la rencontre provisoire des malheurs du monde. Le temps les dissipera, si la chaleur vient avec la lumière. »

J.F.V.

Le Capital en bandes dessinées

● **Transposer le livre premier du Capital en bandes dessinées. Quelle drôle d'idée ! Les éditions Savelli ont tenté l'aventure.**

K.Ploekinger et G.Wolfram, les deux auteurs, semblent ainsi vouloir s'adresser aux jeunes lecteurs : leur faire connaître quelques « notions » économiques marxistes (processus de l'échange, genèse de l'argent, fonctions de l'argent, les plus-values etc...), expliquer les mécanismes de l'exploitation capitaliste, ou conter quelque historiette sur l'accumulation du capital.

L'entreprise de Ploekinger et Wolfram est un pari évidemment périlleux, et pas toujours réussi. Hormis quelques « morceaux » comestibles, où pour démontrer (par exemple) la fétichisation de la marchandise, elle devient vivante et introduit ainsi un moment d'humour, l'ensemble est compact, difficile à digérer.

Le dessin, écrasé sous le texte qui seul peut donner un sens au *Capital*, s'efface, manque de force et d'autonomie, et hésite sans cesse entre la bande dessinée et l'illustration.

La démarche n'en reste pas moins intéressante qui veut toucher toutes les couches de la population, même les plus jeunes par un créneau d'éditions approprié, qui désire faire contre-feu à l'idéologie et à l'enseignement de la bourgeoisie. Cependant, et c'est sans doute le sens des idées développées par Lucio Colletti dans la préface, quelques questions se posent quant à l'efficacité et au sens d'une telle démarche : n'y a-t-il pas un code, différent de celui qu'on emploie pour correspondre entre adultes, pour s'adresser aux couches jeunes ? Est-ce à travers une question d'emblée politique que les consciences des jeunes s'éveillent ? Ne risque-t-on pas là de figer *Le Capital* en images d'Epinal ?

La publication italienne de cette version française, qui a connu un gros succès de diffusion en Italie (30 000 exemplaires) semble devoir contredire ces interrogations. Encore faudrait-il disposer d'éléments pour connaître les milieux sociaux et d'âge touchés par sa lecture.

Ne serait-ce que par le débat qu'elle est susceptible d'ouvrir, la parution de cette bande dessinée un peu spéciale vaut qu'on s'y arrête un moment.

Pascal Daniel

Extraits de la préface de Lucio Colletti (1)

(...) Sans doute, dans mon incompréhension de la bande dessinée, se cachent des motifs bien trop liés à une certaine tradition et à une certaine éducation, plutôt que des arguments bien raisonnés (...) Quand j'imagine l'étudiant d'aujourd'hui aux prises avec le chapitre sur Marx d'un manuel (d'histoire de la philosophie d'il y a 20 ou 30 ans), (...) alors j'ai envie de dire « bienvenue à la bande dessinée ! ».

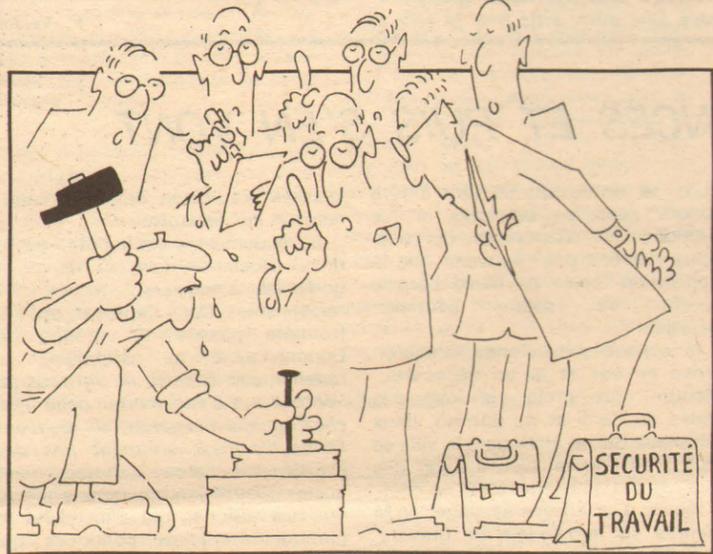
(...) Je crois avoir le droit, néanmoins, de faire part d'une sérieuse perplexité. (...) Cela concerne (...) l'éventuel étudiant universitaire, qui penserait avoir trouvé un « raccourci » susceptible de lui éviter de se mesurer à la lecture du texte de Marx.

(...) Savoir ce que sont la valeur et la plus-value, comme on sait machinalement que deux et deux font quatre, ne sert à rien. Les résultats d'une œuvre scientifique sont des réponses à certains problèmes.

(...) Bref, je souhaite que le lecteur (...) ne s'habitue pas à croire (encouragé par la simplicité d'exposition de la bande dessinée) qu'il existe des vérités toutes faites qu'on peut assimiler sans grand-peine, sans devoir parcourir le chemin qui y a conduit. (...)

(1) *Philosophe marxiste italien. Auteur notamment de « Le marxisme et Hegel », publié aux éditions Champ-Libre.*

Konk



La révolte des signes

Aux Editions ouvrières, Konk publie un deuxième recueil de ses dessins du « Monde ». Le dessin de Konk, ce n'est pas une illustration, c'est le contraire : du vide, un système de quelques signes.

Bérets, clops, musettes contre hauts de forme, lunettes, cigares.

C'est le refus de la phrase, ça coupe dans le Monde où s'entassent tous les discours.

Bouches ouvertes qui sont avec

les lunettes et les cigares contre bouches fermées qui vont avec les bérets. Les paroles brouillent, volent et se volent, déguisent ; pas les signes, pas les oppositions évidentes.

Le silence du trait de Konk est donc à sa place du côté des silencieux. L'événement, c'est tout simplement quand un signe s'est trompé de côté... ou s'est révolté.

Max Corti



Dans l'objectif

PROVINCE ANGERS

● Après le passage du film *Sous les pavés, la plage*, qui est projeté avec deux autres films (*Jeanne Dielman* et *On s'est trompé d'histoire d'amour*), un débat aura lieu avec le groupe femme d'Angers au cinéma le Club.

GRENOBLE

● Un spectacle pour les enfants de 7 à 11 ans (à 14h 30 aujourd'hui et demain) dans la grande salle de la maison de la culture : *Sindbad le marin*, par la compagnie du pain d'orge. Adaptation de l'un des multiples épisodes des *Mille et une nuits*, la pièce conte l'aventure de Sindbad le marin qui part « à la découverte du monde supposé féérique, extraordinaire (...) où il découvrira peut-être d'autres êtres avec lesquels des échanges fructueux pourront se développer ». Le spectacle dure une heure et les places sont à 4 F. pour les enfants, et 8 F. pour les adultes.

● Toujours à la maison de la culture (4, rue Paul Claudel Tel : 25 05 45) un débat a lieu ce soir à 20h 45 (petite salle) sur le thème : « L'Afrique face à la crise », exploitation coloniale et néo-coloniale. Avec Roger Meunier, Claude Meillassoux. Entrée libre.

LYON

● Au cinématographe on continue à passer *Profession*

reporter, d'Antonioni, *Chinatown* de Polanski et *Bonne chance la France*, du collectif Ciné-lutte. Respectivement à 21h 50, 19h 45 et 18h 00.

● Surtout que les amateurs de films de science-fiction le sache : une nuit de la science-fiction aura lieu, toujours au cinématographe, le 11 juin, de 21h 30 à l'aube. Les réservations se font à partir d'aujourd'hui !

METZ

● N'oubliez pas que le Théâtre populaire de Lorraine présente sa dernière création : *Histoires de l'oncle Jakob*, de Jacques Kraemer, à l'île de Saulcy.

RENNES

● Débat ce soir, mais dont les thèmes habituels sont inversés : *Education, les enfants parlent aux adultes*. A la maison de la culture à 21h, salle Serreau. Ent. libre.

BANLIEUE

GIF

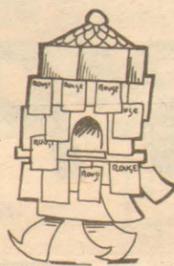
● Avis à la population ! L'artiste ci-nommé Philippe Duval, amuseur public de son état, accompagné de M^{me} Machon, sa compagne, se proposent d'animer les rues, marchés et fêtes de vos localités. Le sieur Duval utilisant une technique visuelle inspirée du mécanisme des automates, cherche à entraîner le passant dans le domaine du

rêve et l'incite à la participation. Fort du succès qu'ils ont remporté dans les festivals, *Les baladins* donneront leur spectacle de rue sur le marché de 9h 30 à 11h 30.

PARIS

● L'Association des amis de La Canaille (il y a des gens, monsieur, qui osent se trimbaler avec ce nom-là !) organise ce soir à 20h 30 (7, rue des Lions - M^o Saint Paul) la projection d'un court métrage sur mai 68 et celle du film *Erica minor*. A la suite de quoi on débatera d'un thème fort vaste et ambitieux : « Comment vivre et les perspectives après mai 68 ». L'entrée est à 6 F.

● A l'auditorium du musée d'art moderne de la ville de Paris, section jazz, 20h 30 : *Jean-Pierre Debarbat et Dolphin Orchestra*. Entrée : 8 F.



télévision

TF 1

20.00 Journal
20.30 Sandokan
21.25 L'événement
22.25 Allons au cinéma
22.55 Journal

A 2

14.15 Programmes régionaux
Journée polonaise
L'ensemble des programmes seront animés par une speakerine polonaise, Isabel Lipka.
14.35 Aujourd'hui madame
Mode, vie des femmes en Pologne. Le thème choisi de la mode en dit long déjà sur l'image que veut donner cette émission des femmes en Pologne.
15.30 Le fugitif (série américaine)
Adieu mon amour
16.20 Aujourd'hui madame
On y verra, entre autres un reportage sur Olbrychsky ; l'un des principaux acteurs du film de Wajda : *La terre de la grande promesse*.
17.45 Fenêtre sur...
Antigone dans la grange
18.15 Si les français n'étaient pas venus
Cette pénible série semble se prolonger
18.30 Journal
18.40 Le palmarès des enfants
18.55 Des chiffres et des lettres
19.20 Actualités régionales
19.45 Ya un truc
20.00 Journal
20.30 Soirée polonaise
22.25 Juke box
Le groupe Jethro Tull
23.25 Journal

FR 3

19.40 Tribune libre
L'Union rationaliste
19.55 Flash journal
20.00 Les jeux de vingt heures
20.30 Cycle Claude Chabrol
Le scandale (1966)
22.15 Journal

ATTENTION... VACANCES !

Lors de sa réunion des 29 et 30 mai, le Comité Central de la Ligue Communiste Révolutionnaire a tiré un premier bilan de la vente du Quotidien après ses premiers mois de parution. Les chiffres de la province donnés par les messageries restent très imprécis, car de nombreux exemplaires non vendus ne sont pas encore comptabilisés. On peut cependant estimer la vente nationale du quotidien aux alentours de 10 000 exemplaires, y compris 800 abonnés environ.

Pour un lancement sans grande campagne publicitaire, ce premier chiffre n'est pas mauvais, mais il est bien au-dessous de nos possibilités et aboutit à un déficit permanent qui ne pourra être comblé que par une augmentation substantielle des ventes et un effort régulier de souscription.

Les mois d'été dans lesquels nous entrons sont peu propices au lancement d'une grande campagne de popularisation du quotidien. Cette campagne aura donc lieu en septembre à l'occasion de la sortie sur 16 pages avec une formule et une maquette améliorées.

Mais dès à présent, pour limiter autant que possible les baisses de diffusion dues aux vacances, et pour faire connaître le journal, il a été décidé :

- D'organiser du 14 au 19 juin une semaine de popularisation du quotidien. A cette occasion chaque lecteur doit se faire un propagandiste actif du journal. En achetant plusieurs numéros pour les donner ou les vendre autour de lui. Les cellules de la LCR, les Groupes Taupes et les Comités Rouges organiseront des ventes publiques à la porte des entreprises, dans les quartiers, les marchés, les gares et les métros.

Il sera possible, si nous nous y mettons tous, d'augmenter la vente de plusieurs milliers d'exemplaires.

A cet effet, nous envisagerons une distribution plus massive dans les kiosques. Il faut d'ores et déjà que les camarades prennent contact avec leurs kiosquaires pour prévoir avec eux les achats supplémentaires.

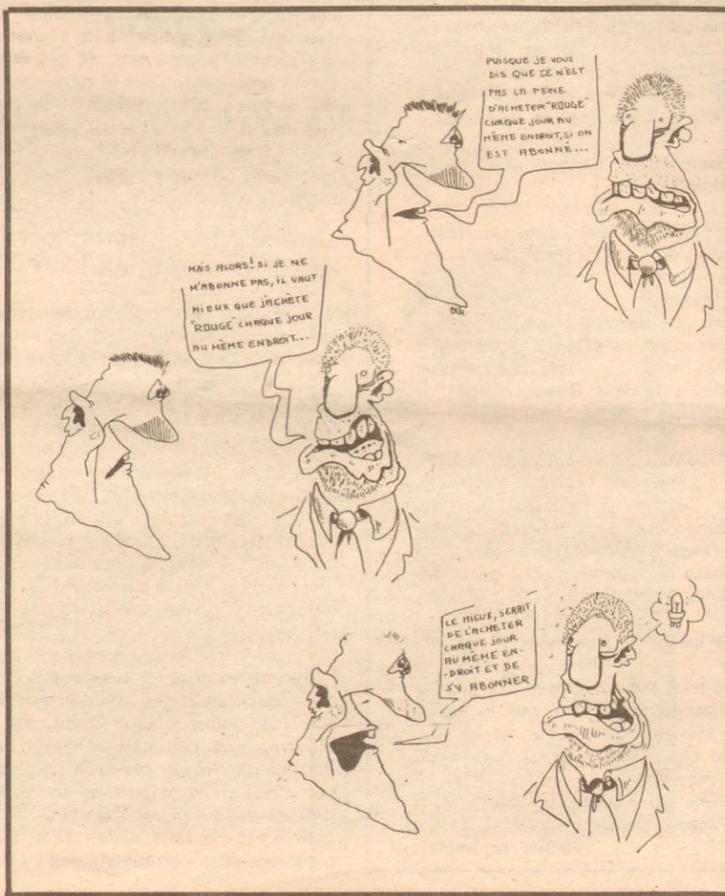
Une affiche nationale illustrée par Wolinski sera envoyée dans les villes à la fin de la semaine prochaine. Elle doit être collée massivement partout.

Enfin, Rouge paraîtra cet été. De nombreux lecteurs l'ont réclamé, mais ils devront eux-mêmes respecter leurs engagements : acheter le journal ou s'abonner. Nous devrons, pour nous en sortir vendre un minimum de 4500 journaux par jour.

La sortie sur 8 pages en juillet va demander un gros effort pour toute

l'équipe qui, par rotation, parviendra à assumer la parution. Mais les lecteurs devront contribuer à l'effort en envoyant des échos, articles et billets sur ce qui se passe autour d'eux.

Samedi prochain, Rouge sur 16 pages !
Avec les premiers résultats du sondage et la publication de nombreuses lettres de lecteurs



Vous allez partir, souvent fort loin, parfois fort longtemps. Et vous n'avez même pas pensé que vous alliez être privés de votre Rouge quotidien.

Heureusement, on est là pour réfléchir à votre place. Une solution : l'abonnement vacances.

Alors, on vous offre, au choix :
— Un abonnement de 15 jours pour la modique somme de 20 F.
— Un abonnement d'un mois pour la modique somme de 40 F.
— Un abonnement de deux mois pour la modique somme de 60 F.

Que choisir ? Ça dépend de l'endroit où vous allez :

— Afghanistan, Sibérie Orientale, Iles Moluques... là, franchement, on ne vous conseille pas de faire suivre. Mais abonnez vous le temps de votre absence, à votre retour, vous aurez tous vos journaux.

— En France ou dans des pays proches. Pas de problèmes, faites suivre. Rouge tout les matins avec le café.

Comment faire ?
— Vous n'êtes pas abonnés : Remplir le bon ci-dessous
— Vous êtes déjà abonnés et vous voulez changer d'adresse : Donner votre nouvelle et la période choisie. Envoyer votre chèque. Joindre impérativement la dernière bande d'envoi.

BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper et à renvoyer au journal « Rouge », 2, rue R. Lenoir, 93 100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE : RUE..... N°.....

VILLE..... CODE POSTAL.....

TARIF (encadrer la mention utile)

	NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN	300 F	200 F	500 F
6 MOIS	150 F	100 F	250 F
3 MOIS	80 F		130 F

ABONNEMENT VACANCES

ANCIENNE ADRESSE :
N° DE LA BANDE D'ENVOI :
PERIODE CHOISIE :
15 J 1 M 2 M
20 F 40 F 60 F
33 F 65 F 100 F
FRANCE
ETRANGER
AVION : écrire au journal

— Compter un délai de huit jours minimum entre la demande d'abonnement et la réception du premier numéro.
— Le chèque, barré, est à l'ordre de Daniel Bensaïd, sans aucune autre mention.
— Pour les plis fermés et l'envoi par avion écrire au journal.
— Pour tout changement d'adresse, réabonnement, interruption d'abonnement, joindre 2 F en timbres.
— Pour toute correspondance, joindre une bande d'abonnement.



LA REVOLTE EGAREE DES 'LOUBARDS' POLONAIS

Par Dorota Bor

Suite de la première page

« Gitowcy », « grypserzy » - ce sont les noms utilisés pour désigner des groupes de jeunes (13-17 ans) qui sont apparus en Pologne, nous les appellerons les « mecs ». On a commencé à parler d'eux en 1972, prudemment d'abord, puis avec insistance en les amalgamant aux « hooligans, hippies et autres marginaux ». Mais le phénomène est bien antérieur.

Son origine se trouve dans les maisons de correction. Il n'y a pas de statistiques officielles en Pologne mais on peut essayer de déduire ce chiffre des données officielles disponibles. En 1974, 25 327 jeunes, dont 23 570 garçons ont été condamnés en Pologne par des tribunaux, (la peine la plus fréquente étant évidemment la maison de correction). L'annuaire statistique polonais (1975) détaille le nombre des condamnations selon les tranches

Ce qui caractérise ces groupes des jeunes c'est, en premier lieu, l'utilisation d'une langue verte, tirée de l'argot des milieux criminels, et perfectionnée en prison.

La deuxième vie

Les « mecs » ont un système assez développé de règles de comportement, appelé « la deuxième vie ». Ces lois sont simples, fondées sur la force, mais avec, en plus, les éléments d'un rite magique.

Pour les « mecs », il existe une hiérarchie sociale précise. Au sommet de cette hiérarchie se trouvent les « super mecs ». Les « super mecs » sont tous égaux, et sont solidaires entre eux. Au dessous des « super mecs » se trouvent les can-

d'âge ; il y avait 164 condamnations pour 10 000 jeunes de 10 ans (!), 666 pour 10 000 jeunes de 13 ans, 89 pour 10 000 jeunes de 15 ans et ainsi de suite. Vu le nombre de condamnations annuelles, on peut imaginer le nombre des jeunes qui passent une partie de leur adolescence dans une maison de correction.

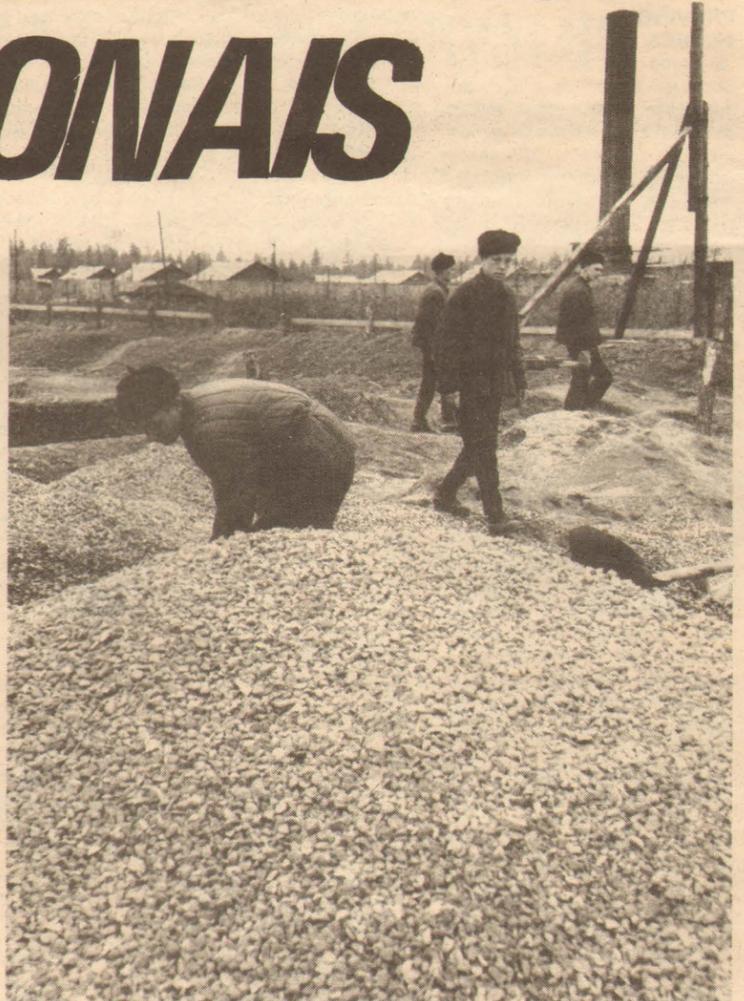
Ce qui a eu pour conséquence, l'irruption dans la rue de la sous-culture des « mecs », née dans les maisons de correction et les prisons. La vie en marge des « mecs » s'est répandue parmi les élèves des classes supérieures de l'école primaire, dans des lycées techniques, dans des centres de formation des jeunes travailleurs rattachés aux entreprises, plus rarement aux lycées. A une certaine période on a même parlé du contrôle de quartiers entiers de Varsovie par les « mecs ».

didats à l'accès à la communauté des « mecs » : on les appelle « apropraki » (aspirants). Ils peuvent devenir des « super mecs » après avoir passé une série de tests d'endurance physique et psychique. Dans les milieux des « mecs », les « aspirants » peuvent garder une position neutre, sans obligatoirement devenir des « super mecs ». Enfin il y a des « pauvres mecs », des « cons », des « ratés » - ceux-ci constituent les bas-fonds de l'échelle sociale. Parmi les « pauvres mecs », on peut distinguer deux catégories principales : des « pauvres mecs » « propres » et des « pauvres mecs » « sales ». Les « pauvres mecs propres » peuvent encore « sortir du trou », par exemple par un châtement (recevoir une raclée, rendre certains

services pour les « super mecs »). Après une période d'épreuve, un « pauvre mec propre » peut devenir aspirant. Le « pauvre mec propre » peut être corrigé parce qu'il a commis une infraction aux règles quand elle n'est pas trop grave (par exemple il avait des cheveux longs, il a été faible face aux profs, il a été trop aimable avec d'autres « pauvres mecs »).

Les « pauvres mecs sales » par contre sont voués à un mépris éternel : ils se sont « salis » définitivement. Les deux principales raisons pour être « sale » sont : 1) être un dénonciateur ou un traître au groupe ; 2) être un homosexuel passif.

Un « super mec » peut en



- travail obligatoire en maison de correction Eve Arnold Magnum

provoquer un autre dans un combat singulier (un « solo »), mais ce type de lutte est strictement interdit entre un « super mec » et un « pauvre mec ». Les « pauvres mecs » doivent rendre tous les services aux « super mecs » y compris ceux considérés comme particulièrement humiliants : laver leurs chaussettes, subir des pratiques homosexuelles ; mais aussi des services considérés comme moins humiliants : préparer les devoirs d'un « super mec », l'approvisionnement en cigarettes, en alcool etc. Les « super mecs » en échange protègent leur « pauvre mec » contre les « super mecs » d'autres quartiers, et contre d'autres groupes. Dans les maisons de correction où le phénomène du « mec » a été étudié de près, beaucoup de « pauvres mecs » ont déclaré qu'ils préfèrent le système du « mec » au système des règlements de comptes qui existait auparavant, et qui était fondé uniquement sur la domination de la force brute. L'existence des lois du « mec » a au moins selon eux, introduit un certain ordre et ceci est préférable à un manque total de règles de comportement.

Qui viendra nous sortir de notre tombeau

Un autre aspect de la « deuxième vie » est l'existence d'un rituel semi-magique. Les signes extérieurs de reconnaissance sont des tatouages : un point au dessus de l'œil gauche c'est « supermec » ; un cœur au coin de l'œil, c'est le « roi du quartier » (celui qui sert d'arbitre entre les « supermechs ») ; l'institution du chef est peu développée dans la plupart des groupes de « mecs » ; un point au-dessus de l'œil droit c'est un « pauvre mec » ; des points sur les mains, un « salissement » exceptionnel.

Dans certains groupes il y a une idéologie confuse, fréquemment inspirée de l'idéologie totalitaire, mais son rôle semble être limité. Dans d'autres groupes existe « un culte des dieux ». Les « dieux » vénérés sont liés à des règles de comportement désiré. C'est « le dieu de la guerre » ; « il faut lutter tant que c'est possible » (Frankenstein) ; « qui

viendra nous sortir de notre tombeau » ; (Jekyll de Dr Jekyll and Mr Hyde) ; « Si on a des problèmes il faut changer d'apparence » (Dracula) ; « sois vampire, attend patiemment dans une embuscade jusqu'à ce qu'une victime apparaisse ».

Un des rites des « mecs » consiste, chaque fois qu'on boit de la vodka de boire un verre pour ceux qui sont en taule, « ceux qui sont dans le trou et souffrent pour des millions ».

Les filles sont en principe exclues du milieu. On parle de l'existence d'une « deuxième vie » dans certaines maisons de correction pour jeunes filles, mais le phénomène semble être limité, et ne pas dépasser le milieu des maisons de correction. Dans le système du « mec », les filles et les garçons sont des mondes parallèles, qui ne se rencontrent pas.

Une caricature de la société stalinienne

C'est dans les purgatoires que s'est développée cette sous-culture : ceux des maisons de correction, dont les « élèves » se recrutent presque exclusivement dans les milieux du prolétariat et du sous-prolétariat. Dans ces maisons, où règne une répression extrêmement sévère et abrutissante, un des moyens pour les dizaines sinon les centaines de milliers d'adolescents brimés dans ces lieux sinistres de tenter de sauvegarder leur autonomie, c'est de s'organiser contre les « chiens de garde » et leurs larbins. La pauvreté des valeurs acceptées par ces jeunes reflète la pauvreté de la culture qui leur est offerte.

La sous-culture du « mec » peut apparaître dans ce contexte comme une tentative de créer une « deuxième vie », de fixer des règles de comportement précises qui seront suivies à la lettre, de créer un microcosme, qu'on croit ordonné et où l'on connaît exactement sa place dans la hiérarchie et comment on doit se comporter contrairement au « désordre » régnant dans la société.

17 ans, habitant Varsovie...

UN « MEC » PARLE « DES COPAINS DEFENDENT HITLER, MOI, JE PREFERE STALINE »

Qu'est-ce que vous, les « mecs », voulez ? Quel est votre but ?

● Moi je suis un « super mec » en liberté (hors de prisons). Nous avons des copains, et nous faisons des réunions chaque mois. C'est comme une réception, nous allumons une bougie. Il s'agit d'avoir une conversation ensemble et de distribuer des instructions. Dans notre groupe, il y a 50 « super mecs ». A Varsovie, il y en a environ 23 000. Chez nous, chacun est un dirigeant et il a une trentaine de subordonnés ; il y a une organisation mais les gens ne sont pas liés entre eux. Chez nous c'est pas l'armée... Il y a une discipline mais elle est différente. On leur dit : « Toi, viens ici, toi là-bas » et ils s'en vont sans protester, c'est pas l'armée mais chacun a sa place (...)

J'aime bien travailler avec des « super mecs » qui ont l'air de gens biens : mais si l'on fait une action avec des « super mecs » tatoués, mal vêtus, on les arrête tout de suite ; ceux avec lesquels je travaille, propres, bien rasés, vêtus correctement, ne seront pas arrêtés. Quand un « super mec » part pour une action, il doit avoir ses documents en règle, il ne faut pas qu'il sente de loin l'alcool, il ne doit pas provoquer de bagarres (...). Beaucoup de « super mecs » parmi les dirigeants comprennent les erreurs qui ont été commises. Cette organisation pourrait être une organisation sérieuse, si partout c'était comme chez nous. Chez nous, il n'y a pas de criminels (...). Chez nous, c'est comme une grande famille qui se réunit : tout le monde se connaît ; nous voulons créer une grande famille de jeunes (...)

Mais j'ai déjà eu beaucoup de grandes déceptions, à cause de ces morveux qui sont attirés et qui font des conneries. Les petits se bagarrent, ils provoquent des bêtises et puis c'est nous qu'on traîne au commissariat (...)

Est-ce que les dirigeants peuvent imposer aux plus jeunes un arrêt des bagarres ?

● Non. Les jeunes doivent avoir une occupation. Ils doivent faire quelque chose, autrement ça risque de se retourner contre nous. Je veux te dire une chose : si tu arrives à ouvrir un club pour les jeunes dans mon quartier, je t'amène toute une bande. Si tu peux les intéresser à quelque chose, moi je vais leur ordonner de rester tranquilles. Ils continueront à venir. Qu'est-

ce qu'a fait la police pour créer un tel club, des discussions ? (...) Les scouts, le ZMS (organisation de la jeunesse socialiste), c'est encore pire que les hippies. On leur a mis des conneries dans la tête, et puis ils essayent d'expliquer la politique aux jeunes. Les scouts, ça me semble ridicule de se balader avec un sac à dos, quand je peux faire ce qui me plaît.

Est-ce que tu penses que ça suffira d'avoir un endroit de rencontre des « super mecs », un club ?

● Oui, évidemment. Ça suffira pour éliminer les bagarres. Il suffit que quelqu'un d'intelligent pense à ça. Si l'on donne à moi ou à un de mes amis, une salle, il y aura de l'ordre on peut arranger ça (...)

Qu'est-ce que les « super mecs » pensent d'Hitler ?

● Ils pensent que c'était un homme intelligent. Pourquoi ?

● Parce qu'il ressemblait à Staline. Tu respectes Staline ?

● Evidemment. Il a su maintenir l'ordre et il n'était pas si bruyant qu'Hitler. Moi, j'aime pas Hitler, à cause de ses discours : on dit qu'il était bon orateur, mais je ne suis pas d'accord.

Hitler avait des succès...

● Oui, mais c'était des autres qui ont pensé pour lui, et pour Staline personne n'a pensé à sa place, il a pensé tout seul. Chez nous, ça arrive presque aux bagarres : des copains défendent Hitler, et moi, je préfère Staline. Je défends Staline.

Et Mao ?

● Il ne me plaît pas particulièrement. Les « super mecs » n'aiment pas Gierek, parce qu'ils détestent la politique. Mais si la politique qui existe maintenant aurait changé un peu, ça pourrait être pratiquement normal. J'aime l'ordre. Dans l'ordre qu'a introduit Staline, chacun avait sa place : on a exterminé toutes les putes, les tricheurs et les imbéciles (...)

Pour toi donc, ce qui est le plus important dans la société, c'est l'ordre ?

● L'ordre ! Et ce n'est pas seulement que chacun soit à sa place, contrairement à ce qui se passe aujourd'hui. Moi je suis impressionné par un homme qui arrive à quelque chose seul, qui est capable de s'opposer à tout le monde (...)

Propos recueillis par Tadeusz Baczan, pour la revue oppositionnelle polonaise « Anex » (Publiée en Suède).